

la Gueule ouverte

20 pages
5F
sans une ligne de pub

n° 131 mercredi 10 novembre 1976 - suisse 3 FS hebdomadaire d'écologie politique canada 1,75 \$ - belgique 49FB - france 5F

ELECTIONS : PIEGES A CONS, OUI OU NON ?

pages 2 à 5

nogent sur seine: l'atome parisien

pages 9 à 12



TAZIEFF EN ERUPTION

page 7

les champignons ... énergie et agri-écologie
la pollution de l'air la saône nucléaire etc

ELECTIONS

DOIT-ON CRIER :

« ALLEZ LES VERTS ! »

Comme en Suède, comme aux Etats-Unis, l'écologie en France sort un pied tendre de sa hutte pour se risquer en ville, dans la rue politique. Elle participe aux élections et la vieille classe politique devra tenir compte de cette jouvencelle, soit pour la soudoyer, soit pour s'aligner sur ses charmes. La pauvre ! Doit-on s'en réjouir ou au contraire le déplorer ? Ici, dans ce journal, on ne donne pas de consignes de vote, parce qu'on n'a pas de « ligne politique » définie en soviet suprême. On serait un peu libertaire que ça nous étonnerait pas, et chacun parle en son nom, si possible. L'arrivée des « candidats verts » nous laisse perplexes. On va voir pourquoi. Si vous avez une autre idée...



quiers qui n'a de latin que les pizzérias ? Point d'interrogation. Le V^e n'est pas la France. Pas d'ouvriers, pas de paysans, pas de banlieusards, mais la classe sociale la plus proche du ventre mou électoral giscardien. On verra avec intérêt si la propagande écologique est par exemple mieux comprise de ces électeurs-là que le catéchisme

LES REUNIONS DU CANDIDAT LALONDE

Brice Lalonde, candidat des Amis de la Terre aux législatives dans le 5^e arrondissement à Paris, animera deux réunions cette semaine :

- mercredi 10 novembre à 20 h 30 : 10, rue Rollin ;
- vendredi 12 novembre à 20 h 30 : 19, rue des Boulangers.

Mercredi 10, jeudi 11, vendredi 13 novembre, les Amis de la Terre de Paris et le comité de soutien à Brice Lalonde et René Dumont lancent un appel aux militants pour diffuser le matériel de la campagne, à savoir l'affiche dans la campagne et le numéros spécial élection du « Courrier de la Baleine » (prix : 1 F).

Passer à la permanence de la campagne : 7, rue des Fossés-Saint-Marcel, 5^e arrondissement. Tél. : 331-79-87.

LES écologistes alsaciens vont présenter 300 candidats aux « municipales » de mars prochain. A Paris également et ailleurs aussi. Les thèmes du « cadre de vie » sont assez répandus dans le public pour mobiliser l'attention inquiète de tous les partis politiques. Chaque boutique idéologique vend sa camelote biologique à l'enseigne du « cadre de vie », de la droite aux trotskystes. Le seul ennui c'est qu'en disant cela, ils fardent une joue chancreuse. Sous le fond de teint, l'anthrax. L'essentiel de leurs programmes reste toujours fondamentalement opposé en substance aux nécessités écologiques. C'est ce que les « candidats verts » vont tenter de démontrer dans leurs campagnes

électorales. S'ils y parviennent, ce sera un point positif. A quoi bon convaincre sa chèvre ardéchoise ? Exemple : l'élection législative partielle de Paris V^e. On y remarque un bel éventail de la bouffonnerie politicienne : le zombie UDR Tiberi, l'historien du PC Ellenstein, le socialiste du CERES Guidoni (un brave mec, occitan, sincère, chaleureux, mais qui va autogérer sans en changer un poil, la France giscardienne), trois trotskystes de confessionnaires différents, un PSU, Mouna et j'en passe. Et puis Brice Lalonde et René Dumont, les écologistes. Brice revient de Suède où il a bu, en compagnie de blondes vaporeuses les cotisations des Amis de la Terre parisiens (1). La Suède, c'est ce pays où les « réacs écologis-

tes », dirait Hernu, ont ramené les dominants socialistes à plus de modestie. Brice en a rapporté des idées intéressantes. En fait de législative, sa campagne électorale dans le V^e serait plutôt municipale. Il a dessiné lui-même l'affiche (page 20) de l'arrondissement parisien pour, dit-il, « que les gens voient leur avenir possible au lieu de ses référer aux mythiques promesses des partis politiques ». Autogestion, démocratie communale, tous les thèmes de politique écologique sont résumés dans la campagne de Brice Lalonde, avec les dadas des Amis de la Terre : vélos, transports collectifs gratuits, halte au béton, à bas la toto qui po-pollue les bronchos de nos loupiots.

Résultat sur ce quartier de bouti-

révolutionnaire du siècle dernier des gauchos-cocos-socialos. Dans le catalogue des mesures immédiatement applicables (voir ci-contre), il y a quelques points sympathiques que pourront reprendre les futurs candidats verts s'ils veulent s'écarter un peu des fadaïses habituelles sur le béton et l'espace vert. Je pense à la dissolution de l'Etat, à l'attaque des experts-bureaucrates, au déboulonnage du travail et de la (fausse) croissance.

Aux socialistes avancés qui lancent un pied circonspect vers ces thèmes libertaires (ils découvrent Illich en ce moment), Brice Lalonde veut poser la question brûlante de l'énergie nucléaire, à propos de la centrale de Nogent-sur-Seine (ça y est, les Parisiens ont la leur, savez-

Cours, camarade, le vieux Lalonde est derrière toi !

Voici le « programme immédiatement applicable » du candidat Lalonde :

Le centre des villes est progressivement interdit aux automobiles privées. Les transports collectifs urbains sont améliorés et gratuits. On ne construit plus de tours ni de grands ensembles. Des arbres et des jardins occupent une partie de la place qui était prise par la circulation. Les grilles des parcs sont retirées. Sur l'ensemble du territoire, priorité est donnée au rail, pas aux transports routiers.

Un maire est élu dans chaque arrondissement ou quartier de 10 000 habitants. Des moyens techniques sont mis en place dans les municipalités pour permettre aux habitants de participer à l'information, à l'administration et aux décisions qui les concernent : journaux locaux, télévision par câbles,

central téléphonique, petits ordinateurs. Les quartiers des grandes villes choisissent d'établir des relations privilégiées - ventes directes, vacances, emplois saisonniers, fêtes - avec plusieurs villages.

Des locaux gratuits et des subventions favorisent la création et le développement de coopératives de voisinage. Celles-ci abritent des activités culturelles, des ateliers, des crèches tenues par les personnes âgées, des laveries, des centres d'achat, etc. Elles contribuent à rapprocher les habitants d'âge différent et à leur permettre de prendre en charge certains services collectifs.

Un inventaire écologique général de la France (ressources naturelles, flore, faune, sols, etc.) est entrepris par les municipalités avec l'aide des habitants.

La France renonce à l'industrie nucléaire. La consommation d'énergie

est limitée à son niveau actuel, le gaspillage est progressivement éliminé. Un vaste programme de recherches et de réalisations faisant appel à l'énergie solaire est lancé. L'accent est mis sur l'exploitation du potentiel local. Les tarifs de vente d'énergie sont progressifs : plus on consomme, plus on doit payer cher, et non l'inverse.

La durée de vie des biens produits est indiquée sur chacun d'eux en nombre d'heures d'usage.

Des avantages fiscaux favorisent les sociétés de recyclage, d'entretien et de réparation. Les entreprises sont imposées selon un tarif progressif sur la quantité d'énergie, de matières premières et de capital dont elles ont besoin, d'une part, sur le caractère polluant de leurs activités, d'autre part.

La durée légale du travail est fixée à 30 heures par semaine, transports compris. La rotation des tâches ingra-

tes ou pénibles est organisée de telle sorte que chaque Français n'y passe pas plus de douze heures par mois.

L'enseignement porte à la fois sur les activités intellectuelles et manuelles. Chaque Français connaît les principaux procédés de production industrielle et agricole, pratique une ou plusieurs activités artisanales, sait entretenir et réparer les biens qu'il utilise. Après la scolarité obligatoire, les jeunes, tout en se perfectionnant dans le domaine de leur choix, travaillent une partie de leur temps dans l'un des quatre secteurs suivants : agriculture et pêche - sidérurgie et mines - bâtiments et travaux publics - soins aux malades, aux vieillards, aux enfants.

Le gouvernement quitte Paris. La France adopte la représentation proportionnelle. Une procédure d'initiative populaire est créée : un centième de la population peut proposer un référendum national.

vous qu'ils faisaient des complexes !). Consigne de désistement au second tour : votez pour ceux qui se déclarent contre l'énergie nucléaire. Guidoni ne pourra pas se prononcer sans vexer son chef du comité central, le caporal Hernu, et les socialistes perdront un bon pourcentage de voix. Cette tactique, amplifiée à l'échelon national (dans deux ans, on ne parlera que du nucléaire) nous conduit à l'alternative suivante : ou les socialistes restent ce qu'ils sont, très Néanderthal, et la droite garde le pouvoir. Ou ils deviennent intelligents, s'écologisent, promettent de revoir le programme nucléaire, arrivent au pouvoir, s'y installent, puis font le contraire de ce qu'ils ont promis, car ça vient pas du cœur et le pouvoir électro-nucléaire est si tentant... Dans les deux cas, pour le pékin de base, c'est la même croissance industrielle, la même lutte des classes à mener contre les dominants.



photo rose dentin la gueule ouverte

Pour cette raison et quelques autres, le vote me semble être une supercherie. A l'échelon municipal, on peut encore se battre de façon valable pour son oikos (sa maison), car la structure le permet. A l'échelon national (législative), on valorise le système de la délégation de pouvoir, on justifie le centralisme. Supposons Brice Lalonde à l'Assemblée nationale : il se fera entendre peut-être, si la presse le veut bien. Mais il sera digéré par sa fonction, comme l'ont été jadis les députés PSU. D'ailleurs le PSU, en se ralliant récemment au Programme commun, a résumé l'impasse électorale par cette belle formule : « quel mérite a-t-on à rester vierge quand on est impuissant ? ». En effet, mes chers Abélard ! Vous êtes impuissants car vous êtes électoralistes et n'avez pas su imaginer d'autres moyens de lutte que l'urne, d'autres schémas de pouvoir que ceux du capital. Or, pour être

AU RAS DES PAQUERETTES

Oui, oui, moi, Isabelle Cabut, parlant en mon nom (et pas, jamais, au nom de « La Gueule ouverte », notez-le et renotez-le) je fais partie du joyeux petit groupe de signataires d'un soutien à la candidature de Brice Lalonde, l'infâme, aux élections partielles du 5^e arrondissement à Paris. Et les voix indignées de s'élever... Alors, vite fait, sur un coin de table à l'imprimerie, quelques petites explications sommaires du fait que je ne peux pas m'empêcher d'être un tout petit peu électoraliste. Pour le moment. Une : profiter d'une tribune, sensibiliser à des problèmes dont on ne leur parle jamais, les habitants d'un quartier, d'une ville, d'une région, d'un pays (sans compter qu'une campagne électorale, ça peut être aussi et entre autres le lieu privilégié d'un débat circonstancié sur le système électoral, le principe de la délégation de pouvoir et toutes ces vilaines choses) ce n'est pas du temps perdu, d'autres l'ont dit avant moi. Deux : dans le contexte politique angoissant de fascisme plus que montant, une place prise par un Lalonde, ce serait tout de même une place que les Lecaunet, les Poniatowski et leur clique n'auraient pas, je trou-

ve que ça vaudrait le coup question danger immédiat. Trois : on me dit : « se compromettre dans l'électoralisme, quelle décadence, quelle compromission, quelle collaboration ! ». Soit. Fi, le sale ! Quel dommage que ceux qui crient le plus fort soient en grande majorité ceux qui soutiennent le système le plus efficacement du monde (par le mode économique) avec leur bagnole (industrie d'Etat, essence d'Etat) leur cigarette (régie d'Etat) leur boulot (beaucoup sont enseignants, fonctionnaires d'Etat) leur sécurité sociale (la seconde maman d'Etat) et j'en passe, c'est pas passionnant. Nous sommes tous compromis. Dans la merde jusqu'au cou, on s'y endort. On y ronronne, on y glougloute, fniam, slurp ! Brice Lalonde ne sera, à mes yeux, pas plus compromis, pas plus collabo par sa candidature que toi ou moi dans nos vies de chaque jour. Ce sera seulement un peu plus évident que pour beaucoup de planqués. Avec cette autre différence que lui a des chances de devenir efficace en transportant sur les lieux où des décisions se prennent réellement, les idées écologiques de sabotage, de désobéissance civile, mais oui, en se payant un peu moins de

mots que la plupart d'entre nous, salonnards de la pensée. Demandez-vous aux membres du « Partito Radicale » italien s'ils se sentent compromis et inefficaces en ayant deux ou trois sièges au parlement, s'ils perdent leur temps, s'ils soutiennent un régime ? Les progrès sur l'avortement et la contraception, le boulot avec les mouvements de femmes en Italie, c'est eux. L'antimilitarisme en Italie, c'est eux. Tout ce qui remue, ce qui évolue, ce qui fait avancer les esprits en Italie, c'est eux. Et ils se marrent, et ils restent ouverts, dynamiques. Les grèves de la faim successives empêcheront encore longtemps Marco Panella de prendre du bide : Lalonde, je te souhaite de garder la ligne. Et puisque, pour beaucoup de gens de mon espèce, le bruit du petit bulletin tombant dans l'urne ne sonne pas l'heure de la sieste et n'excuse pas la démission devant le pouvoir, nous serons nombreux autour de toi pour y veiller !...

Isabelle Cabut

ELECTIONS : DOIT-ON CRIER : « ALLEZ LES VERTS ! »

« puissant » dans ce système, il faut s'en donner les moyens, se bureaucratiser, souder ses énergies à la ronéo, mettre de l'eau dans son vin et finalement, prendre les gens pour des cons. Le PS a su le faire. Il ira loin. Il garde tout ce que les gens acceptent sans réfléchir : armée, Etat, nucléaire, centralisme, croissance, travail. C'est la social-démocratie, le mirage infantile des gauchistes désabusés, qui, tels le PSU, finissent toujours par tomber à droite, au nom de l'efficacité. Regardez Rocard, il bande sec, le salaud, depuis son ralliement ! Mais nous, qu'est-ce qu'on va déguster ! Les gens seront-ils plus heureux, plus près de reprendre le pouvoir sur leur vie quotidienne ? Regardez en Allemagne et en Suède, vous aurez la réponse.



Contre-argument des électoralistes : et le fascisme ? Le programme commun, c'est mieux que Pinochet, ou le musclé Chirac. Moi je pense que c'est la même chose. La social-démocratie (ou le communisme du Goulag) arrivent aux mêmes fins que Pinochet par des voies différentes. La barbarie y est ouatée, l'armée camouflée. Mais le territoire y est pareillement quadrillé. Les déviants ne sont pas fusillés, mais fichés, psychiatisés, rééduqués, « baadérés », voire lobotomisés. L'individu souffre plus longtemps, c'est tout, et ne peut même plus se battre, comme au Chili, à visage découvert contre la raison d'Etat, puisqu'il est « fou ». Les maîtres, leur logique, sont les mêmes : les multinationales, la croissance matérielle, la « sécurité » publique. Sous les Guidoni, l'Hernu ! N'oubliez jamais, mes agneaux !

Arthur

(1) On ne peut décemment pas dire qu'il a bu sa paye puisqu'il travaille chez nos amis du « Sauvage ».



photo rose dentin la gueule ouverte

A DENONCER : COURONNER OU BRICE LALONDE ?

Je comprends qu'on engueule à gueule ouverte Couronner, mais il a au moins le mérite d'une certaine ingénuité. (Croire encore en 1976 à des notions comme « névrose » et « santé mentale ! » Que n'a-t-il lu « Faire de la maladie une arme ? ») Mais peut-on en dire autant des agents électoraux de Brice Lalonde ? Et est-il urgent de se fasciner sur une histoire qui ne regarde, en fin de compte, que ceux qui veulent passer en société communautaire et ne constituent qu'une minorité, même très intéressante (et croissante, j'espère) au moment où se produit, avec l'assentiment général, ou du moins le silence, LA PLUS GRAVE DÉTÉRIORATION DU MOUVEMENT ÉCOLOGIQUE DEPUIS SA NAISSANCE et non pas de son « idéal » - beurk - mais de ses ANALYSES ?

Depuis l'incroyable placard publicitaire, sur lequel je reviendrai, paru sur le n° 129, aggravé par l'encadré p. 8 du n° 130, j'attends encore une réaction, un commentaire, un simple mot de la rédaction ou des lecteurs sur ce consternant accident de parcours (je suis encore ingénue, moi aussi, faut croire) ou sur la chute des masques, comme le dirait quelqu'un de plus méchant que moi. Mais point ! On ne se passionne que pour la conception que le « Baron de Crac » (pas mal !) se fait de ce fantôme, la santé mentale.

J'ai attendu, je le répète, parce qu'on se lasse à la fin d'être toujours celle qui gueule et qui engueule, « l'esprit qui toujours nie », à qui on posera toujours en fin de compte la question idiote « et toi, qu'as-tu fait, pour critiquer ? », à quoi il faudrait répondre par un auto-palmarès aussi con que ce qu'on critique. Et parce qu'on a tellement envie d'être enfin un jour d'accord, d'admirer un bon coup, de crier « ouais » en levant le poing, que c'est trop amer, trop dur, de tout le temps sauter à la gorge de ses amis de la veille. Et pourtant ! Et pourtant ! Pourquoi, mes camarades, m'y forcez-vous chaque semaine ? Est-ce que ça va finir un soir, un

Grand Soir, ou vais-je tourner à l'ancienne combattante atrabilaire - cent fois beurk !

Ainsi donc, le pire est arrivé. Depuis les élections présidentielles, je me bats contre mes compagnons de route subversive qui ricanent du Mouvement Ecologique et m'annoncent qu'ils n'ont rien à foutre de ces réformistes, carriéristes, électoralistes, etc. J'en passe et des meilleures ; depuis des années, on me prédit qu'ils vont remettre ça, question électorale ; depuis des années je jure mes grands dieux que la campagne de René Dumont ne fut qu'un moyen d'information extrêmement urgent et qui a atteint son but, qu'il savait bien ne pouvoir être élu et avait même failli se faire retirer sa candidature pour l'avoir dit honnêtement - ce pour quoi, nous, les femmes en lutte, avions projeté un sit-in devant le Sénat.

Fuyez, vieilles lunes ! Disparaissez, spectres de nos batailles ! Le meilleur, le plus lucide de nos camarades (dirai-je révolutionnaires ? dirai-je d'extrême-gauche ? gardons le mot moins prostitué de *subversif*) est actuellement sous les verrous, ce qui m'épargne la honte de perdre la face à ses yeux en voyant à ce point ses prédictions justifiées.

J'ai envoyé à mes « Amis de la Terre » une lettre qui n'était pas non-violente quand ils ont eu le front de me demander 100 000 centimes pour soutenir l'insertion dans le piège à cons. J'ai déclaré que je préférerais les claquer en restaurants chinois et films d'horreur ! Est-ce que l'inconscience trouvera un jour ses limites ? Une fois de plus, me voici donc obligée de râler, puisque personne ne semble y songer et s'intéresse plutôt à Couronner. Ainsi donc, je cite le placard publicitaire : « la gestion écologique de la société française est possible. La gestion écologique du V^e arrondissement pourrait transformer la vie de ses habitants. »

A son propre insu, cette perle, ce « passage du mur du çon » reflète dans son bel orient la dégringolade de l'analyse, du fait, du mouvement écologique en toute sa grandeur. Qui dit mieux ? Couronner ?

Ainsi nous tombons de la « société française » (vive la nation et l'ossuaire de Douaumont) au V^e arrondissement, avec la même facilité qu'un morceau de veau nourri à la

batterie met à se ratatiner dans notre assiette. Ainsi nous passons de l'élan et de la découverte formidables des années 73, où se démontra l'extrême urgence du péril de disparition d'une espèce toute entière, à la câline suggestion de Nounou pour ingurgiter la bonne sousoupe qui nous fera devenir grands.

Domage, oh, dommage d'avoir à répéter de tels poncifs. Disons-le encore une fois, même les poings serrés et les pleurs de rage aux yeux : non, la société française pas plus que les U.S.A. ou Monaco ne peut connaître de gestion écologique en régime du Capital, de l'impérialisme et du profit ; non, les élections ne sont pas, ne peuvent pas être autre chose qu'un superbe PIÈGE A CONS ; non, ceux qui s'y présentent ne peuvent faire autre chose que de prêter les mains aux audits Capital, Impérialisme, Profit, et tout ce qui a conduit, en ce dernier stade du patriarcat, à la double catastrophe écologique : inflation de la démographie mondiale (et pas du V^e arrondissement) et disparition des richesses essentielles, n'en déplaise au naïf Charles Lorient qui se croit encore en 1935, quand mon père était son disciple. Et je le répète : soutenir le système électoral est parfaitement incompatible avec la « désobéissance civile » prônée par tant de gens à la G.O., avec l'insoumission, avec le renvoi des feuilles de route et le sabotage à tous les échelons décrits si astucieusement par Le Hénaff. Voilà.

Il me semble que si une question est urgente à régler, c'est bien celle-là, et non pas le « pour » ou « contre » Baron de Crac, qui ne cherche pas à faire entrer ceux qu'il prêche dans des isolements, mais à sortir de son propre isolement.

Le pire de tout est de se fasciner sur la non-violence au point d'en accepter n'importe quel moyen portant ce label. On a vu, avec le gang des égouts (« sans peur, sans violence et sans haine ») que le fascisme pouvait en récupérer les slogans. Il en est encore pourtant à se souvenir suffisamment de Mai pour « élire » plutôt le cambriolage (*ton bonheur t'est vendu, vole-le*) que les égouts du système électoral. Ni l'un ni l'autre ? Soit ! Mais alors, dites-le, bon Dieu !

Françoise D'Eaubonne

L'écologie municipale du « Mouvement écologique »

Le « Mouvement écologique » a tenu ses assises à Mulhouse les 30, 31 octobre et 1^{er} novembre.

Ces assises qui avaient pour but la préparation des élections municipales de 1977 ont réuni une quarantaine de groupes. A l'issue du travail en commissions, ont été élaborés - d'une part, un ensemble de propositions concrètes relatives à la gestion des communes ; - d'autre part, un texte situant ces actions municipales dans le cadre plus général des analyses et des orientations préconisées par le Mouvement écologique.

Les propositions concrètes portent - sur les moyens d'une gestion de la commune et de son patrimoine faite et contrôlée par ses habitants : information largement diffusée, commissions communales ou de quartier ouvertes à tous, moyens d'animation de la commune.

- sur l'auto-suffisance économique énergétique communale (circuits courts de distribution, par exemple techniques douces, conviviales)

- sur les transports essentiellement collectifs et gratuits, tout en favorisant le rapprochement des lieux de travail et d'habitation.

- sur l'arrêt de la croissance urbaine, en corrélation avec le Plan d'occupation des sols.

- sur la revitalisation du tissu rural (emploi des entreprises ou main-d'œuvre locale...)

D'autre part, le texte de portée plus générale analyse les causes du conditionnement de la vie quotidienne à savoir :

- Urbanisation en forte croissance ;
- Organisation économique énergétique politique de plus en plus concentrée, centralisée ;
- Manque de démocratie.

Ces trois causes étant elles-mêmes dues à deux logiques : celle du profit (capitalisme) et celle de l'expansion quantitative (productivisme).

Il présente l'application de la lutte contre cet ensemble de causes par des objectifs quant aux villes et communes, principalement l'auto-suffisance des communes, l'arrêt de la croissance des villes et leur métamorphose, par notamment le maintien des populations au centre et la non spécialisation des lieux par zones fortement séparées ou cloisonnées (travail, habitat, loisirs)...

« Mouvement écologique »,
Cité Fleurie,
65, bd Arago,
75013 Paris.

Un numéro hors série d'« action écologique » avec tous les textes des assises sortira courant décembre.



photo rose dentin la gueule ouverte

l'écologie cacahuète de Jimmy Carter

Le président des Etats-Unis doit aider les canards, sauver les aigles, protéger les abeilles, empêcher les bateaux de rentrer dans les rochers, signer des papiers, donner des habits aux gens, travailler à la Maison-Blanche, nous aider à ne pas mourir. C'est le souhait des élèves d'une école de l'Oregon.

Il est douteux que le président Carter adopte ce programme révolutionnaire. Le nouvel élu a cependant des positions sensiblement plus écologiques

un conflit, je choisirai la beauté, l'air pur, l'eau et le paysage » (1).

Le président Carter pense que « la dépendance des Etats-Unis vis-à-vis de l'énergie nucléaire devrait être maintenue à un minimum absolu », en raison des « nombreux risques ». Il demande un renforcement draconien des mesures de sécurité. Mais les électeurs américains ne semblent pas être de son avis.

Défaite des antinucléaires

Des projets de loi sur la sécurité nucléaire étaient en effet proposés en même temps que le choix présidentiel aux électeurs de sept Etats américains. Sept référendums, six défaites pour les

l'Oregon, où, de toute façon, aucune centrale n'est prochainement prévue.

Malgré cet illustre parrainage, 58 % des votants de l'Etat ont voté contre le projet. Dans le Washington, le nombre des contre s'élève à 62 % ; dans le Colorado et l'Arizona, à 70 % ; dans l'Ohio, à 70 % ; dans le Montana, à 60 %. Une proposition plus antinucléaire que celles-ci avait déjà été refusée en juin dernier par les électeurs californiens. Seul le Missouri a voté antinucléaire.

Maigre consolation pour les écologistes : les électeurs du Maine et du Michigan ont approuvé l'interdiction des bouteilles non consignées. Mais



que son rival malheureux. La League of Conservation Voters (ligue des électeurs environnementalistes), organisation non-partisane qui regroupe des associations comme le Sierra Club et les Amis de la Terre, a fait un bilan des positions des deux candidats. Verdict : Carter est « remarquable », tandis que Ford est « sans espoir ». Pour Jimmy Carter il ne doit pas y avoir de conflit entre le développement économique et l'environnement. Mais « si jamais il y a

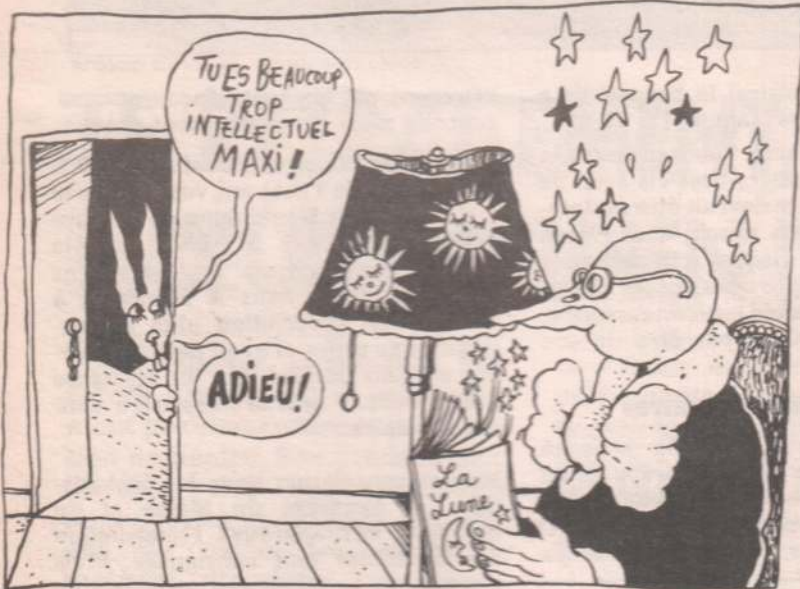
antinucléaires. Carl Walske, président de l'Atomic Industrial Forum, triomphe : « plus de 20 % de la population américaine a eu l'occasion cette année de voter sur la nécessité de l'énergie nucléaire, et ils l'ont affirmée par un « raz de marée » à deux contre un. »

Les projets demandaient en général non pas un arrêt des programmes, mais des mesures de sécurité très sévères. Carter avait exprimé son soutien au projet soumis aux électeurs de

ceux du Colorado, décidément allergiques à l'écologie, ont refusé cette proposition.

Laurent Samuel

(1) Pour en savoir plus sur l'écologie à la sauce cacahuète de Jimmy Carter, voir : « les élections américaines présentent-elles un intérêt pour les écologistes français ? » (APRE-Hebdo n° 216, 29 octobre 76, 2,50 F, 12, rue Neuve-du-Pâtis, 45200 Montargis) ; et « Carter, candidat vert ? » (« Courrier de la Baleine », n° 24, 4 F, 117, avenue de Choisy, 75013 Paris).



Antipollution automobile ?

J'ai le plaisir de vous annoncer que la pollution par les gaz d'automobiles est diminuée de plus de la moitié grâce à un nouveau procédé de carburation que j'ai d'ailleurs mis au point en 1937. Je suis un homme de l'automobile et il y a plus de quarante ans que j'ai commencé à m'intéresser à ces problèmes. Je l'ai fait pour me prouver que je pouvais résoudre certains problèmes fondamentaux, j'y ai mis presque vingt ans ; mais les résultats ont de beaucoup dépassé ce que je croyais pouvoir en attendre.



Sans modification des moteurs existants, en conservant pour une simple raison d'économie le carburateur qui est monté sur le véhicule et qui est donc gratuit, je peux par l'adjonction d'un appareil très simple faire que : l'oxyde de carbone est réduit de 53,5 %. Les oxydes d'azote sont réduits de 3,66 %. Les hydro-carbures sont réduits de 13,15 %. C'est-à-dire que les trois polluants connus sont à la fois diminués. Ceci signifie aussi que la manière dont se passe la combustion a été profondément modifiée.

La souplesse devient très grande, le couple est amélioré et ce particulièrement dans la partie située entre le ralenti et 2 000 tours/minute c'est-à-dire justement là où jamais personne n'a su faire des chevaux ; là où il y avait le « trou ».

Ces essais ont enfin été faits par l'Institut National de la Consommation. Je dois vous



dire qu'il y a plus de deux ans que je cherche à intéresser nos gouvernants à mon invention. Mais dès qu'on parle pétrole c'est la conspiration du silence malgré qu'on clame vouloir économie et meilleure atmosphère, seulement...

Une faible pollution ne va pas sans une économie de carburant. Cette économie est de 13,8 % toutes voitures confondues. Je pense que c'est là que plus personne n'est d'accord. L'Etat pour ses taxes qu'il craint de perdre, les pétroliers pour leur litrage.

Cependant, il y a aussi le consommateur. Il ne faudrait pas oublier que son intérêt direct est de consommer moins et aussi de respirer un peu moins de saletés. C'est pour lui que je vous écris parce que seule la presse peut en répandant la nouvelle rompre le silence officiel. Je sais que bien des charlatans ont raconté force inepties, que des articles tonitruants ont été bâtis sur du vent. Pour la première fois que c'est vrai, l'accueil est bien décevant.

Une petite chose à dire aussi : un inventeur par définition est pauvre et c'est une dérision de le soumettre obligatoirement à de nombreux essais payants et très chers (trois fois plus chers qu'à l'étranger). Détail savoureux : les essais obligatoires sont faits par l'U.T.A.C. (Union technique des constructeurs d'automobiles). Alors que c'est à eux que le progrès technique apporte quelque chose, ils le font payer bien au-delà de ce que cela vaut, ils sont de plus juges et partie et en prennent à leur aise.

R. Hérial

Le nucléaire et ses avatars : « Projet Saône 10 000 »

Un document qui traînait sur la banquette arrière de la voiture de quelque très haut personnage nous a appris, il y a peu de temps, que l'un des sites les plus favorables à l'implantation de l'usine d'enrichissement COREDIF (1 000 ha, 11 milliards de F) est celui de Marnay, au sud de Châlon, à côté de la centrale projetée près de Sennecey-le-grand (Saône et Loire). Ce n'était là que la partie visible de l'iceberg.

Des membres du Haut-Comité de l'Environnement ont sur leur bureau un dossier intitulé « Saône 10000 ». En clair : 10 000 MW nucléaire sur les bords de Saône. L'étiage est-il trop faible pour refroidir une telle concentration de réacteurs ? C'est oublier que l'eau du Rhin y pourvoira après transit dans la liaison Rhin-Rhône. La boucle est bouclée. Pas tout à fait. On va attirer des capitaux privés qui viendront profiter de cette magnifique « infrastructure structurante » comme on dit dans ces milieux. PUK (Péchinéy-Ugine-Kuhlmann) est naturellement sur les rangs avec un assez joli projet de concession (le colonialisme, vecteur de la civilisation !). Chacun sait que la vallée de la Saône aspire à être brûlée vive comme celle de la Maurienne...

Les limites des zones industrielles, qui apparaissent tracées à grands coups de feutres technocratiques sur les cartes remises aux responsables de la protection des sites et de la prospection archéologique de la région de Châlon (d'autres doivent aussi les avoir) laissent à penser qu'on aimerait bien, côté paranoïaque de la production, faire de ces riches terres agricoles quelque chose comme une nouvelle Ruhr, française celle-là. L'Etat français se sentirait un peu moins morveux devant son voisin allemand. Tant pris pour la qualité de la vie des gens du coin. Tant pis pour les paysages et le bon vin.



TAZIEFF: LE TORT D'AVOIR RAISON

tant pis si les stupides inversions de température qu'on observe là-bas en hiver favorisent l'accumulation des pollutions. Le progrès et la compétition ont leurs exigences.

Question : qui sont donc les membres du Haut-Comité de l'Environnement ? Des technocrates écologistes qui ont la une loge confortable pour assister au spectacle de la destruction du milieu et du tissu social des régions encore assez préservées (instinct néronien) ? Ou bien des gens de bonne volonté qui vont arranger quelques fuites pour que les populations concernées puissent s'organiser à temps et éviter que le ciel leur tombe sur la tête ?

On aimerait avoir affaire à des personnes plus conséquentes et plus courageuses. Pas d'idéologie, des faits ! C'est la guerre et la neutralité sert le monstre.

Yves Lenoir

une lettre de La Hague

Beaumont Hague le 31 octobre 1976

L'inter-syndicale du Centre de Retraitement de La Hague

Mesdames, Messieurs,

Les personnels en grève du « Centre de La Hague » remercient la rédaction de « La Gueule Ouverte » pour son encouragement moral et financier parvenu il y a quelques jours.

Les articles parus dans votre journal nous permettent de recevoir journalièrement les encouragements de vos lecteurs.

Malgré notre position de « Travailleurs du Nucléaire » nous sommes conscients des risques que cette industrie peut apporter à la planète et le sens de notre lutte est bien de vouloir que tout soit fait dès maintenant pour assurer à tous dans le présent et l'avenir une terre saine.

Croyez en notre considération.

Haroun Tazieff a été radié de ses fonctions de chef du service de volcanologie à l'Institut de physique du globe (I.P.G.). Il a commis la faute irréparable d'avoir eu raison contre son supérieur hiérarchique, Claude Allègre.

Au mois d'août dernier, Claude Allègre, directeur de l'I.P.G., s'était affolé : la Soufrière de la Guadeloupe était sur le point d'exploser. Tazieff, lui, avait diagnostiqué : « pas de danger immédiat », et était parti en Equateur. Les faits ont donné raison à Tazieff. Mais Allègre a pris prétexte de cet « abandon de poste » pour virer son inférieur hiérarchique.

Haroun Tazieff, qui reste directeur de recherches au Centre des faibles radioactivités de Gif-sur-Yvette du C.N.R.S. (Centre national de la Recherche scientifique), répond aux questions de « La Gueule Ouverte ».

Pour en savoir plus sur ce qui se passe présentement en Guadeloupe - où le préfet a rapporté la plupart des mesures d'évacuation - nous avons ensuite interrogé M^e Félix Rodes, avocat à la cour de Basse Terre, qui arrivait tout droit de la Soufrière.

- La G.O. : Quelles sont les raisons qui, selon vous, ont entraîné votre éviction de l'Institut de physique du globe ?

- Haroun Tazieff : En août 1976, M. Allègre a accédé aux fonctions de directeur de l'Institut de physique du globe de Paris, dont le service volcanologique était à cette époque-là sous ma responsabilité. Je suppose que se trouvant hiérarchiquement mon supérieur - je dis bien hiérarchiquement car c'est la seule supériorité que je lui reconnaisse - il a cru pouvoir assouvir cette espèce de sentiment de jalousie et d'antipathie qu'il a manifesté tout au long de douze années où nous nous sommes connus.

Il a essayé tout d'abord de m'interdire l'accès de la Guadeloupe à la fin du mois d'août, lorsque je me trouvais en Equateur par un télégramme comminatoire m'interdisant de passer en Guadeloupe avant de l'avoir vu à Paris. J'ai évidemment refusé. Je suis allé à la Guadeloupe. Il avait peur que je ne dise la vérité à la presse et au public, ma réputation formelle de l'évacuation des populations. Il a donc été obligé, avec M. Aubert, directeur adjoint de l'Institut national d'astronomie et de géophysique (INAG), de se précipiter à la Guadeloupe pour s'y trouver avant moi et m'empêcher de parler. Ils y ont réussi plus ou moins pendant les trois jours que j'ai passé à la Guadeloupe. Je suis rentré le 1^{er} septembre, après avoir néanmoins dit au préfet et également à la télévision et à la radio locales qu'il était inutile de maintenir l'état d'évacuation puisqu'il n'y avait aucun danger du côté du volcan. Rentré en France, je l'ai répété à M. le ministre Stirn (chargé des territoires et départements d'outre-mer).

Trois jours plus tard, MM. Allègre et Aubert publiaient un rapport officiel de l'I.P.G. et de l'I.N.A.G. dans lequel ils prenaient résolument le contrepied de mes déclarations rassurantes : « la situation était très préoccupante », disaient-ils. Ils donnaient des raisons scientifiques fausses, ce qui est extrêmement grave. J'accuse M. Allègre d'avoir, pour soutenir la thèse alarmiste, délibérément biaisé des résultats scientifiques, ce qui

est un crime majeur pour un scientifique. Il a fait un pari : « si jamais le volcan fait une éruption spectaculaire, Tazieff est en tort ». Mais le volcan n'a pas explosé. Il ne pouvait pas le faire.

MM. Brousse et Allègre n'ont jamais étudié la moindre éruption volcanique. Ce sont de faux experts, des charlatans.

Après cette faute, M. Allègre en a commis une autre : celle de me radier de mon poste de chef du service volcanologique de l'I.P.G. Cette destitution est illégale. Je compte d'ailleurs faire un recours en Conseil d'Etat. Les syndicats aussi s'en occupent. Il a pris cette décision de son propre chef, sans en référer au préalable à aucune instance, sans entendre l'intéressé, sans motif autre que son inimitié personnelle.

- Que s'est-il passé lors de la conférence de presse de M. Allègre le mercredi 3 novembre ?

- J'avais décidé de me rendre à cette conférence de presse (consacrée à « l'affaire ») car je voulais, chaque fois qu'il aurait trahi la vérité, le dire aux journalistes présents. Quand je suis entré, M. Allègre m'a dit que je me trouvais dans un lieu privé et que je n'avais aucun droit d'être là sans son assentiment. Il a précisé qu'il était prêt à me rencontrer dans un face-à-face télévisé n'importe où et n'importe quand. J'ai regretté depuis d'avoir accepté de m'en aller, mais j'avais promis à mes amis de me contrôler (ils connaissent mes colères !) et d'éviter toute violence.

- Ne pensez-vous pas que vos positions indépendantes sur des problèmes tels que le nucléaire sont pour quelque chose dans votre éviction ?

- C'est possible. Je n'en sais rien. Jusqu'à plus ample informé, je ne crois pas qu'il y ait des arrière-pensées politiques dans cette décision. Certes j'ai toujours dit quelles étaient mes positions et mes principes éthiques, moraux et politiques. Certes j'ai pris position très nettement contre le programme électro-nucléaire d'EDF. Mais personnellement, j'attribue tout le mal qui a été fait au peuple guadeloupéen et au contribuable français à la simple antipathie que M.

M^e Félix Rodes, avocat à la cour de Basse-Terre, a fait avec nous le point de la situation actuelle en Guadeloupe.

« J'étais hier encore au pied du volcan. Il y a eu le 1^{er} et le 2 novembre des petites éruptions de toute beauté. Les gens de Saint-Claude et du Batoub étaient autorisés spécialement à rester chez eux, alors que cela leur est interdit par période calme !

La journée du 15 août, où on a fait évacuer 73 600 personnes, a été la plus calme de l'année à la Soufrière. Il n'y a pas eu de secousses. Le soleil était merveilleux, les plages bondées. Quatre communes voisines étaient en fête.

D'un seul coup, en violation de la loi, le préfet a déclenché l'alerte Orsec n° 2 et a décrété l'état d'urgence. Il a ce jour-là cumulé les pouvoirs réunis du ministre de l'Intérieur, du premier ministre, du conseil des ministres, de l'Assemblée nationale et du Sénat. Qui plus est, la loi ne permet de décréter l'état d'urgence que pour une durée de quinze jours. Or la Guadeloupe est en état d'urgence depuis le 15 août. C'est illégal. L'arrêté sera annulé. Mais la question est de savoir quand.

Le 15 août, à 9 heures, M. Brousse déclare sur FR 3 Antilles qu'il y avait des projections de billes de verre et des traces de magma frais. Selon Haroun Tazieff, cela est entièrement faux. Selon Haroun Tazieff, cela est entièrement faux. Le 30 août, M. Allègre déclare qu'il y avait du verre magmatique à 100 %. Le 2 septembre dans « Le Monde », il dit qu'il y en a 85 %. Mais le 5 septembre, il recule. Dans un rapport écrit, il parle de 50 à 65 %. Le 27 septembre, il reconnaît avec M. Aubert qu'il n'y avait aucune trace de magma ni aucune trace de verre.

Ils ont donc fabriqué de toutes pièces un faux scientifique. Pour affoler la popula-



Ch. Vioujard

Allègre me porte et que je lui rends d'ailleurs tout aussi bien. Pour moi, M. Allègre n'existe pas. Sauf par le mal qu'il fait, tant à la Guadeloupe qu'à la science française.

- Il doit y avoir prochainement une importante conférence sur la volcanologie...

- Elle aura lieu à Paris au CNRS vers le 15 novembre. Une demi-douzaine de volcanologues étrangers y participeront : deux Américains, un Japonais, un Islandais, deux Italiens, peut-être un Soviétique, mais ce dernier n'a pas encore répondu à l'invitation. MM. Brousse et Allègre devront justifier scientifiquement les positions qu'ils ont adoptées. J'expliquerai pourquoi j'étais rassuré, eux pourquoi ils étaient affolés.

Cette espèce de jury international sera obligé, je pense, d'émettre un avis. Pas facile pour un groupe international en pays étranger. On les met dans une situation bien désagréable. Il est bien délicat dans de telles conditions de porter des condamnations.

- Allez-vous prochainement retourner en Guadeloupe ?

- La population de la Guadeloupe me réclame (voir ci-dessous). A la demande des autorités scientifiques françaises, je ne m'y rendrai pas cette semaine, mais juste après la session des experts internationaux de la mi-novembre. Peut-être craint-on une manifestation trop chaleureuse.

propos recueillis par Laurent Samuel

Il n'est pas permis à un scientifique français en 1976 de prendre du soufre pour du verre ! Cela fait un million d'années que la Soufrière projette du soufre.

La population a perdu dans l'affaire la somme de 73 milliards d'anciens francs. Sans compter les dépenses considérables de l'administration. Toute une région, qui produisait 100 000 tonnes de bananes par an, s'est arrêtée de produire.

Toutes les populations locales ne font confiance qu'en un seul volcanologue, Haroun Tazieff. Un manifeste de soutien (1) a été signé par tous les partis politiques sans exception, par des députés, des maires et de nombreuses personnalités. Une pétition demandant le retour de M. Tazieff en Guadeloupe a déjà été signée par 6 500 personnes. C'est la Ligue des droits de l'homme qui rassemble les signatures et organise les manifestations. S'il y a un homme qui actuellement fait l'unanimité en Guadeloupe, c'est Haroun Tazieff.

Ce manifeste a été publié par des hebdomadaires locaux. Mais pas par la radiotélévision, qui n'admet pas les positions autres que celles du gouvernement. Même silence à « France Antilles », l'unique quotidien de la Guadeloupe, qui appartient à M. Hersant et bénéficie d'une importante subvention gouvernementale.

propos recueillis par L.S.

(1) Voici un extrait significatif de ce manifeste : « En fait, il semble que la Guadeloupe soit traitée comme une propriété privée sans tenir compte des conditions dans lesquelles toutes les couches sociales des zones évacuées ont été placées. D'une situation d'assisté, on veut amener le Guadeloupéen à devenir un mendiant dans un milieu déjà très sérieusement éprouvé sans qu'interviennent les problèmes posés par la Soufrière ».

DES SOUS,
ON EN A BESOIN.
MAIS SURTOUT,
PAS DE MANDATS.
ON VEUT DES
CHÈQUES.
ME FAIS-JE
BIEN
COMPRENDRE?



MAREE NOIRE DANS LE LEMAN

Depuis le 29 octobre, du fuel s'écoule par un égout dans le lac Léman entre Evian et Thonon. Il semble venir d'une cuve de 45 000 litres appartenant à la société des Eaux d'Evian. Cuve dont un joint défectueux a libéré quelque 200 litres de liquide (d'après « Le Progrès »).

Il a fallu cinq jours aux pompiers pour détecter et maîtriser cette mini-marée noire à l'aide de barrages flottants, de craie coagulante (verniculte) et de détergents. Le fuel n'a que très peu touché la côte française. Par contre les Suisses ont dû nettoyer leur rivage près de Vevey.

Une enquête est en cours pour déterminer si la pollution accidentelle, la plus forte connue par le Léman, est bien l'unique cause de

Les produits chimiques seront inoffensifs

● Le conseil des ministres du 3 novembre a étudié le dossier écologique des produits chimiques. Désormais, tout producteur ou importateur d'une nouvelle substance, que ce soit pour un usage onéreux ou gratuit (?), devra procéder à une étude de ses dangers éventuels et en aviser l'administration. Elle seule décidera de son interdiction ou de la commercialisation et dans quelles conditions de fabrication et d'usage.

Pour les produits anciens, on avisera au coup par coup. « Le gouvernement doit d'abord pouvoir disposer de bonnes lois », a dit Ansquer ce jour-là. Conseil des ministres le matin et vote du budget de son ministère le soir, quel homme !

Danielle

fuites d'essence

● Où sont passés les 500 000 litres d'essence entrés dans les cuves de la station Total d'Issardrôme, sur l'A 7, aux portes de Saint Rambert d'Albon dans la Drôme ?

C'est en vérifiant la comptabilité des stocks qu'on s'est aperçu la semaine dernière, d'une fuite, probablement depuis janvier. Une cuve de 80 000 litres de super qui fuyait vers les puits, vers l'eau potable. Encore un peu plus de plomb dans l'eau. Les habitants de la région voudraient bien être sûrs que la station est conforme aux règlements de sécurité.

tout le fuel en balade sur le lac : 40 000 m³ vers Lausanne, puis une autre nappe vers Saint-Gingolph, et une dernière vers l'embouchure du Rhône. Officiellement, on reste très discret sur les coupables et on minimise les conséquences.

Une semaine auparavant, des scientifiques français et étrangers se sont réunis à Thonon pour étudier la pollution des eaux du lac par le mercure. Les matières en suspension s'accumulent au fond du lac. Les poissons pêchés, surtout la lotte qui vit tout au fond, présentent des teneurs importantes de mercure : 460 P.P.B. pour la lotte du Léman contre 100 P.P.B. pour la lotte d'Annecy. On a décélé près de 65 tonnes de mercure dans les sédiments du lac provenant des industries chimiques du Haut-Rhin, des fongicides agricoles, de l'incinération des ordures et de l'érosion.

Les spécialistes réunis à Thonon étudiaient surtout les méthodes... d'étude. Les solutions, les mises en garde, une autre fois peut-être.

Danielle

BOUES ROUGES ITALIENNES

Le dernier rebondissement en date dans l'affaire des boues rouges a eu lieu le 3 novembre à Bastia. La société Montédison était assignée en dommages et intérêts par le groupement des pêcheurs de Bastia ainsi que par les deux départements de la Corse et de la ville de Nice, représentés par maître Huglo.

M^e Huglo connaît bien son dossier. Il a déjà plaidé la cause deux fois. En avril 74, le P.D.G. de la Montédison, M. Cella, et quatre de ses collaborateurs avaient été condamnés à trois mois de prison avec sursis. Le gouvernement italien vota ensuite la loi Marti, loi qui autorisait les rejets de la Montédison. Celle-ci fit appel et fut relaxée. M^e Huglo attaque cette loi jugée anticonstitutionnelle. D'où discussion de spécialistes, la Montédison jugeant le tribunal incompétent.

La Montédison poursuit ses rejets de résidus de la fabrication de bioxyde de titane. Elle a quand même installé un système épurateur, et ses bateaux-poubelles vont plus loin des côtes italiennes pour y déverser les boues dans une fosse marine à 35 milles du cap Corse et à 100 mètres de la surface.

Mais depuis juillet, la France a étendu sa zone économique à 200 milles du rivage. Les rejets ont donc lieu chez elle. De plus, toujours en juillet, elle a voté une loi qui interdit les rejets de cad-

mium, cadmium que l'on retrouve dans les boues rouges puis dans les poissons de la région à des doses concentrées. La Corse et les pêcheurs de Bastia obtiendront-ils les millions de francs de dommages et intérêts demandés ? Ils ne remplaceront évidemment pas les dégâts commis par les rejets toxiques sur la faune et la flore marine. Tant que rien ni personne n'obligera la Montédison à épurer au maximum ou à fermer ses portes, la mer sera une poubelle sans frontières et on continuera la ronde sans fin des procès.

De la mine où sont extraits les minerais de fer ou pyrites, au « blanc de blanc » qui entre dans la composition des peintures en passant par la production d'acide sulfurique pour traiter les pyrites, on obtient 2 000 à 3 000 tonnes de déchets par jour. La Montédison fait remarquer que depuis qu'elle s'efforce d'en neutraliser une partie, elle a été obligée de limiter sa production de bioxyde de titane à 36 000 tonnes par an au lieu des 54 000 prévues. D'où un déficit pour elle. Elle attend que les autres producteurs de titane européens fassent eux aussi des efforts de dépollution. Comme elle fournit 2 000 emplois au village toscain de Scarlino, son maintien et son bon fonctionnement sont affaire de tous. Jugement le 8 décembre.

Danielle

Comment changer sa vie pour cinq francs



Une jarre en ciment, contenant 240 litres d'eau et coûtant 60 pence (5 F), vient d'être présentée par le Centre technologique installé dans la banlieue de Nairobi, subventionné par l'UNICEF. Originalité de cette jarre : son prix peu élevé et sa facilité de fabrication. Elle ne coûte que le quart du prix d'un récipient de métal, contient deux fois plus d'eau, et peut être produite localement.

Devant une centaine de fermiers kenyans, un artisan local a réalisé la démonstration de cet admirable exemple de technologie rurale africaine : la fabrication d'une jarre ne nécessite qu'un sac de ciment et un moule rempli d'herbes sèches. Fondés sur les principes chers au cœur de l'économiste britannique Schumacher (Appropriate technology), le centre et la jarre sont une tentative de se dégager de la dépendance envers les pays occidentaux. La technologie du monde occidentale est exigeante en capitaux. Ce qui la rend, pour Schumacher et ses disciples, « inappropriée » aux réalités du « tiers-monde », où les devises sont rares mais la main-d'œuvre abondante. Cette philosophie s'oppose entre autres au développement de systèmes d'irrigation onéreux qui ne profitent qu'à une minorité privilégiée et encourage l'utilisation d'équipements peu coûteux et facilement réalisables localement.

La jarre présentée à Sotik en est un bon exemple : grâce à elle, tous les villageois pourront capter une des plus abondantes sources d'eau : l'eau de pluie, recueillie par les toits. Après quelques heures de pluie, la jarre est aux trois-quarts remplie. Il y a assez d'eau pour éviter aux femmes du village les trois ou quatre heures quotidiennes consacrées à la corvée de rivière.

La grande majorité des fermiers de Sotik a assisté avec enthousiasme à la fabrication de la jarre par Joseph, l'artisan du village. Seul un vieux paysan a émis des restrictions : « Pourquoi recueillir l'eau du toit alors que j'ai une femme qui me procure toute l'eau dont j'ai besoin ? Que ferait-elle toute la journée ? » Apparemment, les femmes (dont la plupart, occupées à ramener de la rivière les réserves familiales, n'ont pu assister à la démonstration...) n'entendent pas laisser passer cette occasion de se débarrasser d'une corvée fastidieuse. Elles ont même l'intention de se mettre elles-mêmes à la fabrication des jarres.

C'est un peu ce qu'espérait l'équipe locale de l'UNICEF : voir se créer un artisanat et un commerce au niveau du village. Sans compter les avantages hygiéniques d'un tel système : le simple fait de stocker de l'eau pendant vingt-quatre heures élimine la plupart des parasites. Le système des jarres pourrait aider à l'éradication de certaines maladies apportées par l'eau de rivière : la bilharziose, la choléra, les gastro-entérites...

Christiane Ellis

D'après « The Observer », 3 octobre 76



Nogent sur Seine

L'ATOME DE PARIS

Dans la nuit du 4 au 5 novembre, le bureau EDF de Nogent-sur-Seine (Aube) a été endommagé par un mini-attentat au plastique dont le principal dégât a été de mettre hors d'usage la moquette. Mine contrite des technocrates en visitant le lendemain matin le coquet établissement que la grande Administration met à leur disposition pour convertir les populations aux bienfaits du progrès nucléaire. C'était bien la peine de poser de la moquette, le peuple ne sait pas ce qui est beau.

Il est vraisemblable que le but visé était le panneau lumineux expliquant le fonctionnement d'une centrale, celle qui doit être implantée à deux kilomètres de Nogent, sur le site de Liours. Pour le moment, l'attentat n'a pas été revendiqué, et les sycophantes du pays insinuent qu'une voiture immatriculée 75 aurait été repérée, rôdant dans les parages la nuit du crime. Bien entendu, ça ne peut pas être les gens du coin qui manifestent par là leur hostilité à l'Electricité de France, ou alors il y a de quoi désespérer de l'Homme.

LA presse locale ajoute des commentaires pleins de bon sens à la relation des faits : on peut être anti-nucléaire, mon dieu, chacun a ses opinions, « mais mettre en danger les populations » (sic) alors non, c'est scandaleux. Quant au Parti communiste, il élève une protestation indignée contre de pareilles pratiques qui relèvent purement et simplement d'un terrorisme anti-démocratique. Du côté des écologistes, on reste fidèle aux méthodes non-violentes qui ont fait les très riches heures de la lutte de Malville, mais on ne désavoue pas cet acte vengeur, qui d'ailleurs n'a fait aucune victime humaine alors que la centrale pourrait provoquer des accidents d'une autre dimension.

Au moment même où les maquisards de l'anti-nucléaire fourbissent leurs armes, deux compères, Robert Galley et Raymond Barre, préparaient de leur côté un mauvais coup. En habiles stratèges de la politicaille, ils ont tenté de circonvenir les élus de l'Aube, actuellement tiraillés entre la pression populaire et la pression gouvernementale. Avec l'approche des municipales, les élus du département sentent la nécessité de ne pas contrarier les électeurs. Un récent sondage IFOP effectué dans la population nogentaise a montré que 76 % des citoyens étaient hostiles au projet de centrale et, ce qui est pis encore, qu'un tiers des électeurs serait favorable à une liste écologique, même sans tête... Voilà

des gens qui ne se contentent pas de douter du progrès, mais qui remettent en cause le saint principe du vedettariat dans la gestion des affaires publiques. L'ennemi intérieur est partout.

guignol et le gendarme

Il y a beaucoup de personnages dans cette histoire. D'abord Galley, ministre de l'Equipement, et maire de Troyes (préfecture de l'Aube). Paul Granet, ex-secrétaire d'Etat à l'environnement, et député de l'Aube. D'Ornano, ministre de l'Industrie, et Barre, tout le monde connaît.

Un jour, Galley méditait tristement dans son cabinet, craignant de prendre une veste aux prochaines élections. Il s'en ouvrit à Granet, espérant un soutien de sa part, entre voisins, en somme. Mais celui-ci avait lu les sondages et pensait bien qu'il ternirait son image de marque s'il se commettait avec un bâtisseur nucléaire en ce moment. Alors, Galley se tourna vers Barre : un Premier ministre, ça fait toujours mieux dans le décor qu'un ex-secrétaire d'Etat pour rappeler au peuple qu'il a des chefs. Et c'est ainsi que la petite ville de Troyes se trouva être le théâtre d'un grand déploiement d'oriflammes samedi 6 novembre. On reconnaît toujours la présence d'un grand homme à la densité de flics et de drapeaux qui jalonnent son passage. Le prétexte de cette manifestation était l'inauguration

MEETING LE 18 NOVEMBRE A LA MUTUALITE

Parisiens, oyez plutôt. Pour la première fois dans l'histoire de la civilisation technocratique, un grand meeting véritablement écologique va se tenir dans l'enceinte de la capitale. Finie la discrimination entre Paris et la province. Naguère encore, les problèmes de protection de la nature étaient laissés aux « ruraux », tandis que les habitants du département de la Seine n'avaient à se mettre sous la dent que de mesquines histoires de trottoir et d'immeubles à grande hauteur.

Avec la centrale de Nogent-sur-Seine, ce sont dix millions de citoyens qui vont se trouver sous la menace de l'excursion nucléaire, de la contamination radio-active de l'eau et autres méphitismes.

Parisiens, c'est le moment où jamais de vous informer si vous ne voulez pas mourir idiots, c'est l'heure de vous engager, si à la rigueur, vous ne voulez pas mourir du tout.

Ce pour quoi le Comité Anti-nucléaire de Paris - et de nombreux autres groupes, organisent cette réunion à la Mutu, le jeudi 18 novembre 1976 à 20 h 30. Il y aura du beau monde à la tribune, mais on ne vous dit pas qui, pour vous laisser la surprise.

- Comité Anti-nucléaire de Paris. 65, boulevard Arago. 75013 Paris.
- APROVAS. 15, avenue Pasteur. 10400 Nogent-sur-Seine.
- Amis de la Terre de la Bassée. 13, rue Paul Bert. 94700 Maison-Alfort.
- AER. 16 bis, rue Mignonette. 10100 Romilly-sur-Seine.

photo P. Bongioanni



Site exact de l'emplacement de la future centrale

d'une exposition de peinture, et dès le matin Robert Galley sussurrant des propos poétiques à un parterre de journalistes et de personnalités du monde des arts. Dans l'après-midi, Barre faisait une entrée fracassante à la préfecture pour évoquer devant les mêmes journalistes les problèmes culturels, et accessoirement, économiques, de la Champagne.

A cinquante-six kilomètres de là, à Nogent-sur-Seine, des gens se demandent s'ils ne vont pas crever.

Les partis de gauche, qui savent profiter des occasions, ont organisé une manifestation pour saluer le ministre à leur manière. Et en tête du cortège, qu'aperçois-je soudain ? Une immense banderole du

PC de Nogent avec l'inscription : « Non au tout nucléaire, non à l'autoritarisme. Consultation populaire. » Sous la banderole, les types crient : « non à la centrale ». Joie. Joie et pétulance ! Certes, ce n'est pas la première fois que la gauche, au niveau local, prend position ouvertement contre une centrale. Mais de là à défilé dans la rue avec pareil slogan médiéval... Claude Mirail, instituteur, responsable de la cellule communiste de Nogent, précise toutefois qu'il n'est pas contre le nucléaire, « le progrès des sciences et des techniques », mais contre la décision d'imposer une centrale aux populations alors que toutes les garanties ne sont pas données. Voir le démantèlement du CEA, etc. Et puis le cri du cœur : « Y

a que des ennuis à avoir avec ça. » Le responsable CFDT de Nogent passe à l'offensive : « Avec l'attentat contre le bureau EDF, le ton est donné. Bien que l'attentat ne soit pas revendiqué, il faut attendre maintenant des actions concrètes et spectaculaires... »

Pauvre Galley, pauvre Barre. Encore raté.

contradictions

D'Ornano n'a pas été plus heureux que ses collègues lors de sa visite dans la région (visitez l'Aube, ses champs de céréales, ses bonneteries, ses ministres). Venu à l'improviste le 23 octobre en compagnie de Marcel Boiteux et de nombreux hauts fonctionnaires, le ministre de l'Industrie a fait une excursion sur le site présumé de la centrale. La population et la presse locale ont été tenues à l'écart de ces réjouissances, et les élus locaux prévenus seulement la veille de la réunion. Encore ne précisait-on pas dans les convocations qu'il s'agissait d'une visite officielle.

Tout ça pour dire que les technocrates ont des sales manières. Au cours de cette journée mémorable, où la palme de l'humour revient à celui qui a déclaré : « la centrale de Nogent sera le poumon de l'Aube », d'Ornano a réussi ce tour de force que les écologistes les plus audacieux n'auraient pas rêvé : obliger les maires à prendre position officiellement et par écrit contre la

centrale. Vieille rivalité entre le pouvoir central et le pouvoir local, ravivée par les procédés cavaliers d'un ministre qui n'hésite pas à se faire le héraut d'assemblées régionale et départementale dont il n'a pas consulté le premier membre.

D'Ornano est venu, d'Ornano a vu, d'Ornano a vaincu : le feu vert est donné à EDF pour la déclaration d'utilité publique. Il faudra dix-huit mois pour que la procédure soit achevée, ce qui nous amène au printemps 78, donc après les élections législatives. Ce que voyant, les élus locaux abasourdis ont pris la plume pour écrire aux membres du gouvernement une belle lettre, avec tampon de leur municipalité, rappelant leur opposition au projet. Ils exigent un référendum jumelé avec les élections municipales, pour que le suffrage populaire soit pris en compte dans l'enquête d'utilité publique.

Le pouvoir n'en est pas à une contradiction près. Paul Granet devrait bien rafraîchir la mémoire de son ex-collègue de l'Industrie. Il écrivait dans « l'Est-Eclair » du 5-2-76 : « Précisons bien que l'étude d'impact sur l'environnement doit être effectuée préalablement à l'enquête d'utilité publique puisqu'elle doit être, pour le ministre de l'Industrie, un élément de sa décision de lancer (ou de ne pas lancer) la déclaration d'utilité publique, et pour les populations intéressées, un élément leur permettant de se prononcer, dans le

POLLUTION TOUS AZIMUTS

« Une centrale nucléaire comprend quatre réacteurs flanqués de quatre à six tours de réfrigération hautes de 150 à 170 mètres et d'un diamètre à la base de 125 mètres. La « pollution esthétique » comme on l'appelle, est totale ; elle est aggravée par les couloirs, larges de 400 à 600 mètres, de pylônes et de lignes électriques. »

« Une centrale de 4 X 1 300 MWe rejette dans l'environnement autant de chaleur qu'un produirait 30 000 tonnes (deux milles wagons de chemin de fer) de charbon par jour. Sur rivières, l'évacuation de la chaleur se fait, entre autres, par l'évaporation de deux à trois mètres cubes d'eau par seconde (soit jusqu'à 10 % du débit de la Seine à Nogent, où, malgré l'opposition de l'Agence de Bassin, l'Electricité de France prévoit une centrale géante). Il peut en résulter des perturbations atmosphériques graves : pour la plaine d'Alsace, une expertise du professeur Heil prévoit que les centrales programmées provoqueraient cinquante jours supplémentaires de brouillard par an, pendant la période, précisément, où mûrissent le raisin et la betterave. »

« Une centrale nucléaire pollue l'eau de trois façons : par rejets chimiques (chlore et sulfate) ; par rejets et fuites de

matières premières radio-actives ; par échauffement (jusqu'à dix degrés en France, contre un degré toléré aux Etats-Unis) favorisant la prolifération de bactéries et de protozoaires ; d'où risque de réapparition de la typhoïde et de la dysenterie. Aussi l'Agence de Bassin Seine-Normandie essaie-t-elle (vainement jusqu'ici) d'empêcher une centrale en amont de Paris : elle menacerait l'eau potable de la capitale. »

« Malgré toutes les assurances officielles, une centrale présente trop de risques pour être implantée près d'une grande ville. Les petites villes n'en sont pas rassurées. Les transports de déchets radioactifs et des éléments de combustibles sont un maillon particulièrement vulnérable de la chaîne nucléaire : selon une étude de l'Allied General, le programme nucléaire américain (originellement comparable au français, toutes proportions gardées) comporterait le risque statistique d'un accident ferroviaire tous les huit ans avec contamination radioactive grave. »

« L'emballage « moyennement grave » d'un réacteur, avec rejet de 10 % des substances radioactives volatiles qu'il contient, rendrait le secteur inhabitable pour le moins un an dans un rayon d'une vingtaine de kilomètres. »

(Michel Bosquet, n° 581 du « Nouvel Observateur »)

cadre de l'enquête d'utilité publique, pour ou contre le projet. En l'absence de tous ces dossiers, techniques et écologiques, il serait déraisonnable de lancer la DUP. »

Et ces dossiers, où en sont-ils depuis le mois de février ? Et la fameuse étude d'impact, qu'on balance comme un os à ronger aux écologistes, elle est donc terminée ?

uranium sur seine

Ces contradictions entre le gouvernement et les élus locaux, à l'intérieur du gouvernement même, les opposants à la centrale les exploitent depuis le début. C'est du moins la politique de l'APROVAS (Association pour la protection de la Vallée de la Seine) qui s'attache surtout à la mobilisation des maires et des conseillers généraux. L'APROVAS préfère utiliser la « voie légale », en prenant appui notamment sur les déclarations de l'Agence de Bassin Seine-Normandie qui, par deux fois, a émis un avis défavorable à la construction de la centrale. Le 18 mars 1975, un vote, unanime de la mission déléguée de Bassin mettait l'accent sur le risque de contamination radio-active des nappes utilisées pour l'alimentation humaine. Une bagatelle : il s'agit tout simplement de l'alimentation

ACTION ÉCOLOGIQUE PUBLIE UN SPÉCIAL NOGENT

Le Mouvement écologique vient de sortir un numéro spécial d'« Action écologique » à l'occasion de la campagne contre la centrale nucléaire de Nogent-sur-Seine. Il doit sortir dans un certain nombre de kiosques parisiens vers le 12 novembre. Ce numéro peut être un outil de propagande et d'information auprès de gens, sympathisants ou non, qui ne lisent pas les journaux spécialisés.

Nous vous proposons donc de nous aider à le diffuser lors de cette campagne, soit au prix coûtant (3 F), soit à son prix normal (5 F). Dans ce dernier cas, les deux francs restants reviennent au vendeur. Ainsi, cela ne nous apporte pas de bénéfice financier (ce n'est pas le but recherché), tout au plus peut-être quelques abonnements qui nous aideront à continuer dans la voie à laquelle nous croyons : essayer de faire sortir l'écologie du « ghetto » du militantisme.

Nous attendons donc vos critiques et surtout votre aide.

« Action écologique »,
65, bd. Arago, Paris 13^e.

en eau potable pour les dix millions d'habitants de la région parisienne. La centrale effectuerait en effet des prélèvements et des rejets en plein dans les champs captants situés entre Nogent et Montereau (ce sont des masses de sable dans lesquels coulent des rivières souterraines). Or chacun sait que la pollution des eaux souterraines est bien plus difficile à juguler que celle des eaux de surface. Et même si on épure l'eau, on obtient un liquide neutre, sans aucune toxicité certes, mais dépourvu de toutes les qualités minérales indispensables au corps humain. De plus, il se produit un effet cumulatif des effluents radioactifs, ce dont les technocrates ne tiennent, bien entendu, jamais compte dans leurs savants calculs. Il est essentiel de préserver la qualité des eaux souterraines, jusqu'à présent les dernières à être encore en majorité préservées de la pollution industrielle.

Quant à l'eau de la rivière elle-même, qui s'en soucie, puisque la Seine est aujourd'hui devenue un égout à ciel ouvert ? Le 28 mai 1975, l'Agence de Bassin était encore plus nette : « la modification de la qualité des eaux et de leurs possibilités d'auto-épuration, en raison de leur échauffement et de leur pollution chimique par les

produits anti-tartrants ; l'augmentation de la charge radio-active ; l'incidence de ces effets divers, en l'état actuel de la technique, sur l'exploitation des prises d'eau en surface et souterraines, destinées à l'alimentation humaine ; le fait qu'il n'existe actuellement dans aucun pays de précédent concernant l'implantation d'une centrale nucléaire de cette importance à l'amont d'une agglomération de dix millions d'habitants, puisant l'essentiel de son eau potable dans des rivières dont le débit d'étiage est de quelques dizaines de mètres-cubes par seconde... Des sites de remplacement sont donc à rechercher. »

Même Valliron, président de l'Agence de Bassin, a dit dans le poste : « on sait quelles sont les précautions à prendre mais on ne sait pas encore comment les mettre en œuvre et c'est la raison pour laquelle il serait préférable d'attendre. »

Paris, capitale nucléaire ?

Une chose peut être tenue pour sûre : si tout se passe bien, avec une pareille centrale, notre eau sera polluée. Et si quelque chose se passe mal ? On n'ose pas y penser. Si les centrales sont inoffensives, on se demande pourquoi le même d'Ornano, qui préconise leur implantation à Nogent et ailleurs, en a refusé une près de Deauville, dont il est maire. Quant à mettre un engin de cette importance à cent kilomètres de Paris, on en reste confondu. Ont-ils seulement pensé aux conséquences d'une catastrophe du type Seveso ? Y a-t-il un plan Orsec-Rad pour la capitale ?

Galley, lui, est optimiste. Dans le rapport qu'il a présenté en janvier 75 au Conseil général de l'Aube, il n'hésite pas à déclarer : « Alors que les centrales classiques s'implantaient de plus en plus à proximité des côtes, les centrales nucléaires peuvent et doivent être implantées à proximité des centres de consommation. » Pourquoi pas en plein centre, dans ce cas, par



photo Pierre Bongiovanni

Manif à vélo
entre Nogent et Liours

ERRATA

Des erreurs se sont glissées dans le rapport n° 85 présenté devant le conseil général de l'Aube en janvier 1975 par Robert Galley, pourtant « orfèvre en la matière ». Le professeur Marcel Froissart, du Collège de France, et Monique Sené, présidente du GSIEN (Groupe des scientifiques d'information sur l'énergie nucléaire) ont relevé ces erreurs et y ont apporté des rectifications. Quelques exemples :

PAGE 101, §§ 5 ET 6, DU COMPTE RENDU DE SEANCE, M. GALLEY DECLARE :

« L'attention de l'EDF s'est portée sur la disparité considérable qui séparerait la consommation d'énergie électrique de la région « Champagne-Ardenne » et de l'Est de la France par rapport à sa capacité de production... Il y a par conséquent - indépendamment de la Région Parisienne - un déficit considérable dans notre région. »

RECTIFICATION

Il faut préciser que chacun des quatre réacteurs de la centrale de Nogent aurait une puissance de 1 300 MW et que les quatre tranches projetées représenteraient une puissance dix neuf fois supérieure à celle de la centrale de Chooz. Un seul des quatre réacteurs envisagés à Nogent fournirait plus de deux fois l'énergie électrique (soit 8,4 milliards de kWh) que consomme la région Champagne-Ardenne. Il s'agit donc clairement de faire du courant électrique pour Paris.

PAGE 102, § 1, DU COMPTE RENDU DE SEANCE, M. GALLEY DECLARE :

« C'est me semble-t-il la possibilité de trouver d'abord un site relativement isolé, c'est-à-dire un site dans lequel le prix du terrain ne soit pas très élevé, dans lequel nous ne serions pas en présence de très grandes concentrations humaines, et qui soit un site convenable par la nature de son sous-sol pour recevoir les installations qui sont extrêmement lourdes et de grande dimension. Enfin, le dernier point, c'est de se trouver à proximité d'une source d'eau. »

COMMENTAIRE

Comme mentionné précédemment, EDF ne cherche pas à installer des centrales nucléaires au plus près des « grands centres de consommation » mais au contraire aux endroits où la terre et l'eau sont bon marché.

PAGE 102, § 5, DU COMPTE RENDU DE SEANCE, M. GALLEY DECLARE :

« Il n'est donc question que de prélever sur la source d'eau la quantité évaporée dans les réfrigérants atmosphériques... L'eau qui serait prélevée sur la source d'eau n'est que l'eau d'appoint des réfrigérants atmosphériques du 3^e circuit qui est le circuit de refroidissement du condenseur. »

RECTIFICATION

Comme il apparaît sur le schéma, une quantité d'eau importante (de l'ordre de 16 m³/sec.) est prélevée de la rivière en amont de la Centrale puis en partie rejetée en aval (12 m³/sec.). La différence est évaporée dans les tours de refroidissement (soit 4 m³/sec.).

Certains produits radio-actifs provenant des fuites inévitables sont mélangés aux eaux de rejet et ainsi évacués en doses diluées dans la rivière qui sert d'égout à la centrale nucléaire comme à des nombreuses autres entreprises industrielles.

PAGE 103, § 5, DU COMPTE RENDU DE SEANCE, M. GALLEY DECLARE :

« Le prélèvement d'eau qui serait opéré sur la Seine lorsque la centrale aura atteint sa capacité maximum, ce que l'on ne peut imaginer que dans les années 1990 ou 2000, ce serait quelque chose de l'ordre de 2 m³/sec. qui est, me semble-t-il relativement limité par rapport à la capacité de la Seine et de l'Aube, soit de l'une, soit de l'autre. »

RECTIFICATION

Lorsque la Centrale aura atteint sa capacité maximum, elle pompera dans la Seine un volume d'eau supérieur au débit d'étiage actuel.

En effet la quantité d'eau évaporée par un réacteur de 1 300 MWe est de 0,75 m³/sec. selon le CEA, et de 1 m³/sec. selon l'estimation médiane de l'Agence de bassin ; la quantité d'eau pompée dans la Seine serait alors de 4 m³/sec.

Si 4 réacteurs de 1 300 MWe fonctionnaient à Nogent, il faudrait prélever 16 m³ d'eau par seconde dont 4 seraient évaporés et 12 rejetés à la Seine.

Ce prélèvement de 16 m³ est supérieur au débit d'étiage actuel qui est de l'ordre de 12 m³. En 1976 cette valeur était atteinte dès le mois de mai.

Si l'on veut respecter la règle énoncée par les Agences de Bassin, on ne doit pas prélever plus de la moitié du débit du fleuve.

Les réservoirs à construire en amont de la Centrale devraient donc assurer toute l'année un débit supérieur à 32 m³/sec.

PAGE 107, § 5, DU COMPTE RENDU DE SEANCE, M. GALLEY DECLARE :

« Les 2 m³/sec. sont simplement l'eau évaporée dans les réfrigérants atmosphériques, et le prélèvement dans la Seine est un prélèvement qui serait dans ce cas-là de l'ordre de 12 m³/sec. avec un rejet naturellement de 10 m³/sec. !... »

Comme le débit rejeté, c'est-à-dire de 10 m³/sec., ne représente qu'une fraction naturellement du débit de la Seine et de l'Aube même en période d'étiage et compte tenu du réservoir « Seine », on peut estimer que l'élévation moyenne de la température de la Seine en aval de la centrale serait certainement inférieure à 5° C. »

RECTIFICATION

Une centrale à quatre réacteurs de 1 300 MWe préleverait 16 m³/sec. dans la Seine et y rejetterait 12 m³/sec. chauffés de 15°. En période d'étiage, le débit de la Seine à Nogent est actuellement de 12 m³/sec.

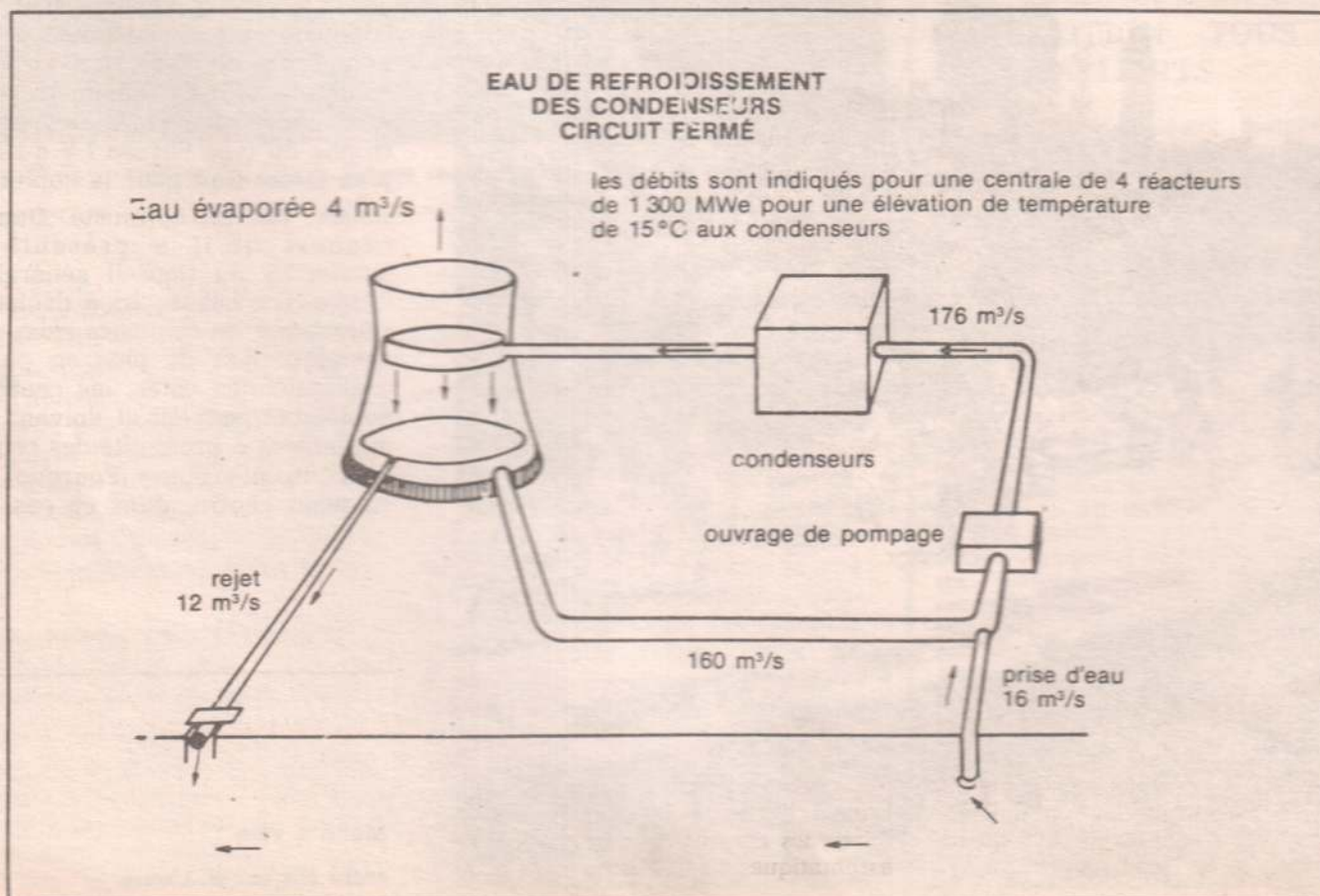
Pour limiter l'élévation de température à moins de 5°, il faudrait que le débit d'étiage soit porté à plus de 36 m³/sec. Pour un débit d'étiage de 12 m³/sec. pendant 3 ou 4 mois - débit atteint en 1976, dès le mois de mai, en raison d'une sécheresse qui risque de n'être plus exceptionnelle dans les décennies à venir - il faudrait disposer d'un réservoir de 200 ou 260 millions de m³, soit d'un lac artificiel de 2 000 hectares pour une profondeur moyenne de dix mètres.

Mais même un échauffement limité à 5° porterait dangereusement atteinte à la capacité d'auto-épuration de l'eau et, selon l'expertise réalisée à la demande de l'Agence du Bassin Seine-Normandie, mettrait en danger l'approvisionnement en eau potable de l'agglomération parisienne.

L'Agence de Bassin demande que l'élévation de température de la Seine ne dépasse pas 0,5° et que le coût du barrage soit imputé à EDF qui doit en tenir compte dans le calcul du prix du Kilowattheure nucléaire.

Placée devant ces objections, EDF envisage depuis peu l'installation de tours de réfrigération sèches, actuellement en cours de mise au point. Ces tours sont susceptibles d'apporter une solution technique satisfaisante aux problèmes de la consommation d'eau et de la pollution thermique.

L'Agence de Bassin fait cependant valoir que, étant donné l'importance exceptionnelle que confère à la Seine la proximité de 10 millions de personnes qui en tirent une partie importante de leur eau potable, il convient de n'implanter en amont de Paris que des installations dont le bon fonctionnement aura été éprouvé sur d'autres sites pendant une période raisonnable.



exemple dans le trou des Halles ? On économiserait d'autant le transport de l'électricité, et les Parisiens auraient un débouché sur place. Certains esprits superficiels iront objecter que les tours de réfrigération dépareraient le paysage. Pas du tout, puisqu'elles sont assez bonnes pour le plat pays briard...

Ça peut paraître peu de chose, la pollution esthétique. N'empêche que c'est cet aspect là qui a déclenché la réaction des Nogentais et des résidents secondaires, nombreux et influents dans la région. Pour l'heure, la population se mobilise sur d'autres thèmes; plus écologiques, sous l'impulsion de groupes comme les Amis de la Terre de la Bassée ou l'Association écologique romillonne (AER).

Il est indispensable, pour que la lutte contre la centrale de Nogent aboutisse, que la population parisienne prenne conscience qu'elle est concernée aussi et répercutée, en amont, sa détermination à sauver sa peau.

Catherine Decouan

LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE : A VUE DE NEZ

LA pollution de l'air, en ville, est responsable de la moitié des absences scolaires. De rhume en rhinopharyngite en passant par la bronchite et autres gra-touillages de gorge, l'écolier a le choix des bonnes excuses. Les animaux domestiques enfermés dans les appartements des premiers étages vivent moins longtemps que ceux qui mangent leur canigou au cinquième, paraît-il. Ce qui est plutôt mauvais signe pour la longévité de leurs maîtres.

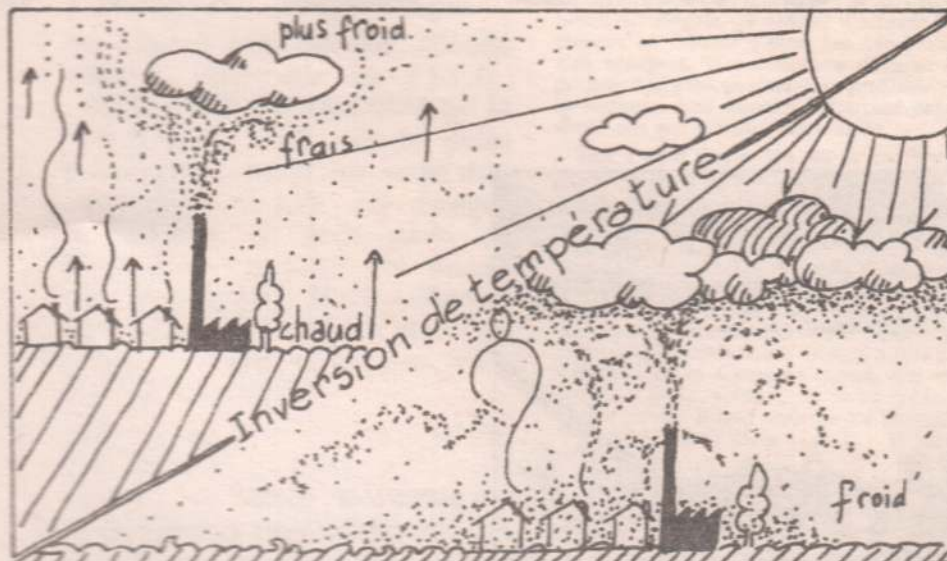
Dans les immeubles construits avant l'invention de l'ascenseur, les appartements les plus bourgeois, les plus vastes et les plus hauts de plafond se trouvent au premier étage. Et Mimi Pinson devait se taper six étages pour retrouver sa chambrette sous les toits. Aujourd'hui, l'étudiante au pair dort au rez-de-chaussée et garde des enfants au septième avec terrasse. Les loges des gardiens, ne dites plus concierges, ont par contre conservé dans la plupart des cas leur orientation côté cour, rayon poubelles. Est-ce à cause des pots de géraniums sur fond de macramé jauni qui déparent la façade en pierre de taille et verre fumé ?

Le citadin respire donc un peu de tout et s'il a tant soit peu l'odorat exercé, il devrait pouvoir vous indiquer la direction et la vitesse du vent, les prévisions météo de la journée et la fin du conflit syndicat-patron à l'atelier de fabrication des éponges. Question d'entraînement et de situation par rapport à la zone industrielle.

l'inversion de température

Normalement, l'air est plus chaud près du sol qu'au sommet de la tour Eiffel. Il peut perdre 10% en s'élevant d'un kilomètre. L'air chaud a tendance à grimper au plafond, ce qui est une bonne chose pour les citadins : toutes les fumées d'usines, de maisons, tous les gaz et les poussières d'une ville et de sa zone industrielle sont entraînés dans l'atmosphère et dispersés ensuite par les vents dominants, selon des règles que les « spécialistes » savent calculer à peu près. Tout nous retombe dessus, mais la vie est bien faite, et les petits veinards qui habitent des maisons Phénix avec pelouse et barbecue, à la périphérie des villes, reçoivent équitablement leur dose, ce qui n'est que justice.

Là où les choses se compliquent, pour le citadin surtout, c'est en automne et au printemps. L'air au sol, qui s'est refroidi pendant la nuit, n'arrive pas à se réchauffer dans la journée, à cause de la couche de nuages ou du brouillard qui gênent les rayons du soleil. La couche d'air chaud stagne au dessus des nuages, mais nous en dessous, on



gèle et on a tendance à monter le chauffage. Si bien que tous les polluants, emportés par l'élan de leur chaleur, grimpent bien quelques mètres mais sont très vite stoppés par la couche d'air chaud qui forme une barrière ou plutôt une cloche. Et nous respirons une soupe gris-jaunâtre et nauséabonde, le mouchoir à la main pour essuyer nos yeux qui piquent. Le sirop P-urifitout faite une entrée en force dans les foyers où chacun tousse à qui mieux-mieux.

Il faut attendre, quelquefois plusieurs jours, que le vent se décide à brasser toutes les masses d'air, ce qui brise la couche d'inversion. Le soleil peut à nouveau réchauffer le sol, les fumées s'élèvent pour retomber un peu plus loin. Tout rentre dans l'ordre. Dans les petites vallées montagneuses, il suffit de pas grand chose, une petite usine, pour que se produise le phénomène. Car l'air froid des sommets a tendance à glisser sur les versants de la montagne vers le sol, où le soleil ne fait qu'une très brève apparition en hiver. J'ai l'air de raconter que l'atmosphère, c'est toujours grisaille, poussières et pollutions. Mais ça se lave ! La pluie se charge des gaz, la neige des impuretés solides. Et tout se retrouve dans le sol, plus ou moins loin de la source de pollution d'origine, plus ou moins longtemps après. Mais faut pas se faire d'illusions, rien ne se perd, rien ne se crée, vous connaissez la suite. C'est même en analysant l'eau de pluie, celle du commencement, que l'on peut mesurer le degré et la nature des polluants que l'on respirait, depuis la dernière pluie.

le SO₂ sans frontières

L'oxyde de soufre, le SO₂, peut former des nuages capables de dériver très loin et de retomber à la première pluie. C'est comme ça que la Suède s'est aperçue qu'elle recevait du SO₂ venant d'Angleterre, du Bénélux et de la Ruhr. On peut toujours réclamer des cheminées de plus en plus hautes !

La pluie, donc, très bien. A condition que ce soit une bonne pluie. Parce que s'il s'agit seulement d'humidité de l'air, on aura droit au brouillard, à la concentration des impuretés qui, une fois mouillées, réagissent entre elles, deviennent plus agressives et acides.

Les plus fortes pollutions atmosphériques se produisent quand un anticyclone à pression atmosphérique élevée subsiste quelques jours dans une région avec brouillard, inversion de température, et absence de vent.

Une zone industrielle installée dans une région accidentée ne bénéficie que d'une faible masse d'air pour diluer sa merde. Les obstacles du terrain la font dévier toujours dans le même sens, jusque vers la plaine par exemple, où les polluants pourront alors s'ébattre joyeusement. Ça ressemble à la façon dont se déposent les alluvions d'un fleuve à méandres.

J'allais oublier le smog. C'est pas tout à fait la même chose que l'inversion de température. Le smog ne se produit qu'au-dessus d'une ville où l'on brûle beaucoup et où il y a déjà inversion de température. Que ce soit le charbon dans les poêles à charbon des belles années d'avant le fuel, ou bien l'essence des voitures, on retrouve du soufre et des polluants à la sortie des cheminées et des pots d'échappement. Ce sont eux qui provoquent la formation de cet écran (smoke veut dire fumée et fog, brouillard).

Pendant le fameux smog de Londres en 1952, on enregistra 4000 décès de plus que d'habitude. Depuis, le mazout a remplacé le charbon et libère moins de soufre.

Inversion de température ou smog, pour la santé de l'homme c'est la même chose : les muqueuses sont atteintes tout de suite, larmolements puis conjonctivite, ensuite sinusite, bronchite et toutes les maladies respiratoires, les cardiaques s'épuisent et les asthmatiques s'essouffent.

Si le smog se produit dans une région très ensoleillée, on a un smog oxydant car il y a réactions photochimiques avec les polluants. Si c'est une région humide, le smog est acide et les gaz sulfureux se transforment en acide sulfurique.

Toutes les interactions des polluants entre eux sont assez malconnues.

une sinistre coupole

Même sans inversion de température et smog, les villes baignent dans un halo de pollution parfaitement visible. Cette « coupole de pollution », jaune-brunâtre à cause du peroxyde d'azote, est due à la chaleur produite par la concentration urbaine, on la distingue très bien quand on vient de l'autoroute du Sud en fin d'après midi, vingt kilomètres avant Paris. Il fait plus chaud à Paris qu'en banlieue, mais c'est quand même une maigre compensation. Cette coupole n'est pas immobile. Plus la chaleur dégagée par la ville croît, plus la coupole grimpe et finit par atteindre l'air froid, d'où condensation de la vapeur d'eau et pluie. S'il pleut pas mal en ville c'est à cause du plomb des voitures qui favorise la condensation de la vapeur d'eau atmosphérique.

Le dôme de pollution absorbe les radiations solaires. A Paris au début du siècle, la visibilité dépassait 6 km pendant 95 jours par an. Dans les années 30, on n'en était plus qu'à 40 jours par an. Actuellement je n'ai pas les chiffres. Mais dans un quartier particulièrement pollué, 90% des rayons ultraviolets peuvent être absorbés. Lesquels rayons ne peuvent donc plus exercer leur rôle bactéricide. Si bien qu'une épidémie trouverait là un terrain particulièrement favorable. Vaccination antigrippe = zéro.

Eh bien dites-les donc, on vit vraiment dangereusement ! Quelle époque ! Qu'on puisse encore tenir le coup après avoir respiré tous ces gaz, mangé toutes ces saloperies, bu tous ces colorants et vu toutes les horreurs de cette civilisation qui n'en finit pas d'être décadente, c'est peut-être qu'on est fait pour ?

Avant les vacances, je causais de la pollution des eaux. J'avais fini par me convaincre qu'on allait tous mourir de soif dans les semaines à venir. Heureusement il y a eu les vacances. Maintenant, je plonge dans les bouquins spécialisés dans la pollution atmosphérique. C'est tellement noir et étouffant comme perspectives qu'en revenant de chercher de la documentation au ministère de l'Environnement, je m'achète à chaque fois une plante verte. J'habite un premier étage et elles ne durent pas très longtemps sur le balcon. Vous pouvez rire.

Danielle

CENSEAU... C'EST REPARTI



photo rose dentin



*premier essai
de définition provisoire :
la non violence ?
une idéologie
à la recherche
constante et immédiate
de l'efficacité
dans la lutte sociale
économique
et politique.*

Le 30 octobre dernier, « La Gueule Ouverte » conviait ceux de ses lecteurs qui souhaitaient s'y rendre, à une réunion-débat sur le thème de la non violence. Ça se passait dans la salle en sous-sol de l'ex-centre protestant du parc Montsouris. Deux cent cinquante à trois cents personnes se sont rendues à notre invitation, nombre qui, pour une veille de fête et à Paris, est tout à fait encourageant.

Je dois dire que, pour ce premier essai de « rencontre publique Gueule Ouverte » (il y avait bien eu Censeau, mais Censeau, c'était spécial, aboutissement d'années de correspondance et de rencontres directes avec un grand nombre de mes lecteurs, à travers « Charlie-Hebdo » principalement) j'étais un peu timide. Je ne savais pas si on serait trente ou mille, j'ignorais si les présents auraient envie de régler leurs comptes (il y a pas mal de contentieux qui traînent : entre les marcheurs et le comité d'organisation Metz-Verdun, entre le M.A.N. et l'U.P.F., entre non violents et contre violents, etc., on en a vu quelque chose...) je me demandais si la majorité aurait envie de parler ou d'écouter, enfin, je n'avais pas du tout envie d'être directive, ni surtout, de jouer les présidents de séance objectifs : la non violence me passionne trop !

Pour toutes ces raisons, la réunion a été, forcément, un peu décousue bien que pas mal de choses essentielles, finalement, y aient été dites. J'avais demandé aux principales associations se réclamant de la non violence d'être là. Ambroise Monod avait répondu présent pour le M.I.R., Jacques Semelin pour le M.A.N., Raymond Rageot et Thérèse Collet pour l'U.P.F., Charles Lorient pour le M.F.A., Jean-Louis Soulié pour les insoumis, tous ceux que j'oublie, qui ne manqueront pas d'être vexés de me l'écrire ou de me téléphoner (tiens, l'A.P.R.E., je ne vous ai pas vus ?) ou ceux que je n'ai pas reconnus et qui ne m'adresseront plus la parole

de leur vie. J'avais demandé à ces gens d'être là, disponibles et ouverts, mais en aucun cas de préparer un discours ni quoi que ce soit de ce genre. C'est donc tout à fait spontanément et dans l'improvisation qu'Ambroise Monod (dont je transcris ci-dessous les propos) a bien voulu introduire le débat ou que Jacques Semelin a répondu, avec une grande pertinence à mon sens, aux critiques contre le M.A.N. (assimilé à tort à la seule personne de Jean-Marie Muller) formulées par Françoise d'Eaubonne. Seule cette dernière, semble-t-il, avait assez soigneusement préparé son intervention en forme d'« opposition constructive » qui anima, avec la verve, l'humour et l'amicale causticité qui caractérisent notre amie, une bonne partie de la soirée. Ceux qui n'ont pu être là en profiteront tout de même puisque j'ai l'intention de vous retranscrire ce réquisitoire ainsi que les principales réactions qu'il a suscitées, la semaine prochaine ici-même. Il y a eu d'autres interventions non dénuées d'intérêt : un copain de l'Est est venu raconter la genèse de la fameuse marche, Charles Lorient a tenté de replacer la non violence dans un contexte économique, Le Hénaff a proposé des exemples de sabotage aussi amusants qu'efficaces, le grand Raymond a piqué la colère attendue à propos de l'absence du M.A.N. à la marche, etc. Il faudrait plusieurs numéros entiers de la G.O. pour raconter tout ça. Aussi, je vous propose un truc : je tape tout ça sur des stencils, on tourne la petite ronéo à alcool qui me rappelle mon joyeux passé d'institutrice, et Jocelyne expédie le tout (moins la ronéo) à ceux qui en feront la demande accompagnée de la modeste somme de cinq francs.

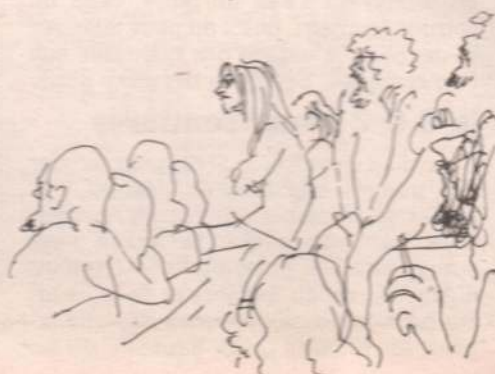
Pour aujourd'hui, donc, et en guise d'introduction à un échange que j'espère long et fructueux, les quelques mots d'Ambroise Monod.

un élément de contre culture

« Dans cette salle, il y a un certain nombre de représentants de courants, d'idées, proches, plus lointaines, ou intégrées à la non violence. Je crois que l'intérêt de la soirée, c'est moins d'écouter un discours que d'échanger à

partir d'une certaine pratique. C'est pourquoi, tout en répondant à l'invitation de dire deux mots, je serai très bref.

Premier mot : ce qui est important dans la non violence, c'est... « violence » ! C'est-à-dire qu'il ne s'agit pas du « non » faussement privatif. Il ne s'agit pas d'absence de violence. On ne parle pas non plus en termes d'anti violence. De mon point de vue, ceci n'est pas possible : on doit plutôt prendre en



compte la violence dans le sens où elle est le tissu biologique même de notre existence, tissu social. On verra qu'on peut l'appeler lutte des classes. Elle est intrinsèquement liée à la vie collective, d'une certaine manière. Et pour éviter de parler de violence dans un milieu non violent, on va parler, comme Martin Luther King de « la force d'aimer », ou, comme Helder Camara, de la « violence des pacifiques ». C'est à dire que dans la période actuelle du mouvement

non violent (je dirai tout à l'heure deux mots de son passé), il y a une prise en compte réaliste des composantes de la société capitaliste, de la société libérale avancée, de ses structures économiques, etc. C'est important. Et si je le dis, comme ça, d'emblée, c'est parce que c'est un point d'aboutissement par rapport à ce qui s'est passé depuis des centaines d'années à propos de la non violence. D'une certaine manière, et en tous cas en milieu judéo-chrétien qui est le nôtre, dont nous sommes les héritiers, la non violence est née dans la perspective des églises, essentiellement la perspective évangélique. Elle a une très forte tradition chrétienne encore vivante aujourd'hui, et donc un passé tumultueux, puisque lié à l'histoire elle-même de l'Eglise et des églises, avec leurs compromissions et tout ce que ça suppose.

Il n'empêche qu'en parlant de non violence, on est obligé de faire une place à l'histoire. On parlera du présent (de la marche Metz-Verdun, par exemple), mais aussi d'histoire passée (les uns et les autres, ici, sommes héritiers d'un certain nombre de traditions de ce côté là comme ailleurs) et puis il faut aussi parler en termes de prospective : un des objectifs de la soirée est de voir se dégager, se définir, quelques projets. Il n'existera donc pas, dans mon propos, de non violence éthérée, sans lien avec l'histoire du mouvement.

On vous l'a dit tout à l'heure, le M.A.N. est présent ici, l'U.P.F. est présente, le M.I.R. est présent avec moi, peut-être d'autres aussi ? Je ne sais pas s'il reste des gens d'Anarchisme et Non Violence qui était un mouvement très intéressant il y a quelques années ? Il y a des objecteurs de conscience, des insoumis, etc. Je crois qu'il est intéressant, à travers ces présences, de prendre conscience de ce que la non violence n'est pas un fourre-tout, une panacée, mais qu'elle définit des corps multiples. Il y a eu de grands noms, bien sûr, Gandhi, Chavez, Jésus, selon la remontée qu'on fait dans le temps et



les choix personnels qu'on opère, je n'en retiendrai qu'un ce soir : Martin Luther King.



photo rose dentin

Je trouve le cas de Martin Luther King exemplaire de ce qui s'est passé pour le mouvement de la non violence en général dans les dix ou vingt dernières années. Martin Luther King, chrétien était parti d'un point de vue évangélique, et aussi idéologique, sur la question du racisme en général. Malheureusement, Martin Luther King est mort trop tôt : il a été tué au cours d'une action sociale avec les éboueurs. Vous voyez le chemin parcouru entre une position idéaliste sur le racisme en général, et puis la prise de conscience et l'action directe sur une situation jugée intolérable au plan social et économique. Il prenait le chemin, on le sent dans ses discours à Chicago, d'une prise de position radicale contre la guerre au Viet-Nam, très ouvertement. C'était l'abord de points de vue véritablement politiques.

Il me semble que dans un cheminement comme celui-là, malheureusement pas conduit à son terme pour cause de mort violente, il y a trois composantes à retenir. L'une, c'est donc l'aspect idéologique, je pousse jusqu'à dire spirituel. L'autre, c'est l'aspect social et économique. Et la troisième, c'est le point de vue politique. Ceci pour les grandes lignes.

Mon deuxième mot, ce serait que la non violence a souvent été réduite à un certain nombre de moyens, de techniques. Il est vrai, de mon point de vue du moins, que dans la non violence il y a une pratique. S'il y a une pratique, il y a des outils, un outillage. Ça peut être le sit-in, le boycott, la grève, la désobéissance civile, partiellement l'objection de conscience puisque tous les objecteurs ne sont pas des non violents. Mais je crois qu'il ne nous est pas possible de parler de la non violence exclusivement en termes de « moyens » : un moyen, à la disposition

de n'importe qui. On pourrait dire, à la limite, que ce serait un moyen à la disposition du fascisme. La non violence a besoin d'un certain nombre de procédés tactiques, d'un certain nombre d'outils, mais elle ne se réduit pas aux outils dont elle se sert.

Ce qui me semble le plus important, et je terminerai d'ailleurs là dessus, c'est de se poser la question de l'efficacité d'une idéologie qui se donne des moyens. Quel type d'efficacité la non violence peut-elle avoir par rapport à ses objectifs ?

Si elle n'est pas autre chose que, par exemple la lutte exclusive contre l'armée, contre un système précis, contre l'extension du camp du Larzac, elle perd de son intérêt elle se réduit alors à un certain nombre de moyens. Or, s'il s'agit moins d'une question de moyens que d'une question de perspective. La non violence, je ne sais pas s'il faut la définir, mais en tout cas faut-il dire qu'elle est un élément de contre culture. C'est une façon de vivre. Et pas seulement à certains moments « privilégiés », moment de la conscription par exemple pour un certain nombre de garçons, mais, à partir du moment où on en a pris conscience et le plus loin possible, à travers les méandres et les compromissions d'une vie sociale, économique, ou même d'une vie marginale.

Ce qui m'intéresse, moi, c'est de penser la non violence en termes de façon de vivre. De façon de vivre à contre-courant. Et puis en termes qui posent la question de savoir comment la non violence peut créer un rapport de force qui donne justement à ce contre-courant, axé sur l'armée, sur l'école, sur toutes les grandes institutions, l'Etat, la vie sociale, une certaine efficacité. Une efficacité au niveau économique, et une efficacité au niveau politique. Ce sont les deux questions importantes à mon sens, à garder latentes dans la mémoire, par rapport aux expériences dont nous pourrions parler par la suite. »

Ambroise Monod
(d'après magnétophone)



illustrations de cabu

Bon. A partir de là, on pouvait déjà discuter. Préciser avec des exemples comment on crée une contre culture, on vit une idéologie. Ce n'est pas exactement ce qui s'est produit. Une première réunion, c'est souvent comme ça : ceux qui sont venus pour parler n'écoutent que d'une oreille les autres intervenants, réagissent peu ou à côté à leurs propos, mais tiennent à placer ce qui leur tient à cœur. Ce qui n'est pas dénué d'intérêt mais ne peut pas tout à fait s'intituler débat. La « salle », celle des anonymes, n'a guère pu s'exprimer. Ce sera pour une autre fois. Car il y aura une, plusieurs, beaucoup d'autres fois, bien sûr. Pour la prochaine, je propose encore Paris, c'est tellement plus simple pour moi... Mais par la suite, je vous rejoindrai bien volontiers si vous m'invitez à vos réunions ailleurs. Je propose donc Paris, le lieu exact sera précisé plus tard, et la date du

vendredi 3 décembre, ça laisse un petit mois pour réfléchir. Vous m'écrirez ce que vous en pensez, mais il me semble que nos prochaines réunions devraient avoir deux axes : suite de la recherche théorique d'une part, et d'autre part décision sur un thème d'action très précis, un seul à la fois. Par exemple, pour le 3 décembre, ce pourrait être : oui ou non, une autre marche l'année prochaine ? Si oui, où, quand, comment, par qui ? Les dernières conclusions des militants de l'Est seraient les bienvenus à ce sujet. Alors à très bientôt. On ne lâche plus le morceau.

(P.S. : je ne ronéoterais le compte-rendu complet que si j'ai un minimum de vingt demandes, faut pas pousser...)

Isabelle Cabut

LE GRENIER AMERICAIN SE VIDE

Culture du maïs aux Etats-Unis

Une pénurie bien plus grave que celle du pétrole, le manque de produits alimentaires, se profile à l'horizon des sociétés industrielles avancées.

Idee en l'air ? Pas sûr ! Car même si les déclarations de C.P. Snow disant, aux environs des années 70, qu'on verrait bientôt des gens mourir de faim devant les postes de télévision paraissent quelque peu irréalistes, une étude rigoureuse et objective du bilan énergétique de l'agriculture industrielle montre que le « rendement » de la machine agricole actuelle est très faible.

CELA peut paraître impossible au premier abord tant que nous sommes habitués dans nos pays à l'abri du besoin, à l'abondance des denrées alimentaires.

Autrefois, l'agriculture traditionnelle produisait de l'énergie sous formes d'aliments à partir de l'énergie du soleil, par l'intermédiaire du phénomène de l'assimilation chlorophyllienne, de la force musculaire de l'homme et des animaux, elle-même produite indirectement par le soleil par l'intermédiaire des plantes consommées par l'homme et les animaux.

A l'heure actuelle, on utilise toujours le soleil et encore un petit peu la force musculaire de l'homme et des animaux, mais aussi les énergies dites « fossiles » c'est-à-dire accumulées dans le sol mais non renouvelables dans l'immédiat, dont les deux exemples-types sont le charbon et le pétrole. Si on considère en effet les différentes transformations qui vont de la germination de la graine de la plante verte au pain ou à la boîte de « Ricoré » du petit déjeuner, on s'aperçoit que le maintien et l'augmentation des rendements agricoles actuels ne se font que grâce à l'utilisation massive de combustibles fossiles et tout particulièrement de pétrole.

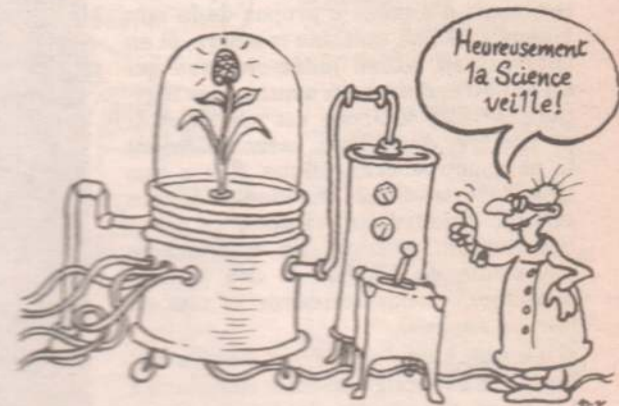
On est alors amené à se poser trois questions :

1) est-ce que l'augmentation de l'énergie produite par l'agriculture sous forme d'aliments correspond bien à l'augmentation de la qualité d'énergie fossile « injectée » dans la « machine » agricole ?

2) est-ce que l'augmentation des rendements agricoles dans nos sociétés riches correspond réellement à un besoin ?

3) que devient dans tout cela la qualité des produits alimentaires ?

Nous allons essayer de répondre à la première question. Tout d'abord, il est nécessaire de bien dissocier trois données qui n'ont pas de lien direct entre elles : le rendement quantitatif, le rendement financier, le rendement énergétique. Le rendement quantitatif exprime simplement l'importance volumétrique de la récolte. Le rendement financier exprime la somme d'argent que va obtenir l'agriculteur. Quant au rendement énergétique, nous l'avons défini précédemment. A l'heure actuelle chez nous, le rendement quantitatif et le rendement financier augmentent, mais il ne semble pas que ce soit le cas du rendement énergétique. Le rendement énergétique de la culture de maïs aux



Etats-Unis aurait baissé de 24 % en vingt-cinq ans. Plusieurs chercheurs, surtout en Angleterre et aux Etats-Unis, ont cherché à chiffrer le rendement énergétique de l'agriculture en mettant en œuvre des méthodes assez complexes déjà utilisées couramment dans l'industrie (« analyse énergétique » ou « comptabilité énergétique »). Ces méthodes ne sont certes pas parfaites, peuvent même sans doute conduire parfois à de grossières erreurs si on les suit trop aveuglément. Mais cependant, si elles sont bien interprétées, elles donnent une bonne idée d'ensemble du déroulement de certains phénomènes.

Le principe de l'analyse énergétique consiste à remonter de proche en proche les étapes de la fabrication d'un produit donné en notant à chaque fois l'énergie utilisée. A la fin on additionne toutes ces énergies et on les compare à l'énergie que fournit le produit fini. Ce type d'analyse peut théori-

LE RETRAITEMENT, NOEUD GORDIEN DE L'ATOMIC BUSINESS

Jimmy Carter, le nouveau président américain, a pris nettement position contre la prolifération nucléaire. Son prédécesseur Gerald Ford avait lui-même annoncé un moratoire de trois ans sur toutes les ventes de matériel atomique « sensible ». Carter devrait reprendre cette mesure à son compte.

Le ministre français des Affaires étrangères, Louis de Guiringaud, a déclaré pour sa part que

la France ne livrera plus « d'équipements, de matériels ni de technologie nucléaires sensibles ». Elle pourrait même renoncer à la fameuse vente d'une usine de retraitement au Pakistan.

Aux Etats-Unis, deux thèses sont actuellement avancées sur le sujet. L'une par l'administration Ford, l'autre, plus officieuse-ment, en sous main.

LA première thèse pourrait se résumer comme suit : pour éviter que quiconque possédant un réacteur nucléaire en puisse extraire le plutonium susceptible de fabriquer l'explosif nucléaire, établissons un monopole de fait - et de droit - du retraitement des combustibles irradiés, autrement dit des centres internationaux de retraitement. On va y revenir, avec des éléments d'information récents.

L'autre thèse, alternative de la première en quelque sorte, consiste à dire : n'extrayons pas ce dangereux plutonium, étudions plutôt un type de réacteur capable de recycler directement les barreaux irradiés dans les réacteurs « conventionnels ». Soit un type

de réacteurs-poubelles, équivalent à cet égard des surgénérateurs chers à nos techniciens nationaux, mais faisant l'économie du traitement et de la fabrication de combustibles au plutonium. Des études sont en cours, le réacteur canadien Candu répondant, moyennant modifications, à cette visée... Des indices se font jour, dans l'actualité économique de l'atomic-business, d'un intérêt grandissant pour le réacteur canadien qui pourrait bien être lié à cette hypothèse. Car enfin le retraitement est bien devenu le nœud gordien de l'industrie nucléaire...

Pour revenir au « plan Ford-Kissinger » (thèse n° 1), une information récente permet de préciser les choses. C'est vers la

mi-novembre que le « Groupe de Londres », réunissant comme l'on sait quatorze pays possesseurs de la technologie nucléaire, doit siéger une nouvelle fois. A l'ordre du jour : « examen des propositions américaines concernant les moyens de freiner la prolifération nucléaire ». Selon le bulletin de l'Agence européenne d'information sur l'énergie, le plan de l'actuel gouvernement américain se serait concrétisé : faire de l'usine de retraitement de Barnwell, d'une capacité théorique de 1 500 tonnes/an, un (ou le ?) complexe de retraitement international. En attendant que l'usine soit en mesure de fonctionner - elle n'a pas encore obtenue l'autorisation de la NRC (Commission américaine de réglementation nucléaire), un moratoire serait imposé...

Cela soulève, on le devine, toute une série de questions. En premier lieu, on peut se demander, à la lumière des récentes appréciations U.S. sur la politique française en matière d'exportations nucléaires - telle que précisée par le Conseil supérieur de politique nucléaire extérieure - dans quelle mesure la France pourrait être associée à cette mise en « régie internationale » de l'extraction du plutonium. Dire que la France « assurera (...) les services du cycle du combustible qui lui seraient demandés » ne signifie pas (ne signifie plus) que l'on promet par exemple au Pakistan de lui construire un atelier de retraitement en sus de la centrale... Dans une autre direction, on peut se demander si nos gouvernants ont posé la candidature de La Hague comme second centre de retraitement

international... On le voit, les perspectives ouvertes par cette affaire sont passionnantes...

En fait, la chose est aussi à analyser au plan de la politique intérieure américaine. Il est probable que Ford espérait qu'un accueil favorable, au sein du Groupe de Londres, de son « plan » fût payant au plan électoral. Mais de là à dire que tout le monde, et notamment les compagnies concernées, soit à l'unisson des idées de l'ex-président, il y a des nuances, et même parfois plus...

C'est ainsi que la compagnie AGNS (Allied General Nuclear Services), propriétaire de l'usine de Barnwell, a fait savoir qu'elle n'avait en aucune façon été consultée dans cette affaire. Le journal « The Energy Daily » assure que les responsables de la société seraient « particulièrement réservés à l'égard de la proposition de l'administration Ford ». L'entrée du pouvoir fédéral dans le projet de Barnwell aurait l'avantage de débloquer cette autorisation attendue de la NRC. Mais l'AGNS est soucieuse, en raison de la mauvaise presse qu'a actuellement le problème du plutonium aux U.S.A. D'où une « relance » de la seconde hypothèse... Il y a au-delà des intérêts politiques à court terme, les intérêts économiques, autrement plus importants.

et rendement énergétique de l'agriculture industrielle.

quement être réalisé pour n'importe quel produit. Il a été fait en particulier pour l'automobile (1). Il est évident que dans le cas de l'agriculture ne sont prises en compte que les énergies fournies par le « système terre » et que l'énergie solaire, venant de l'extérieur, est exclue du bilan énergétique. Ces énergies sont données en kilocalories.

Ces données montrent que, mise à part l'année 1954 (peut-être cette année a-t-elle connu des conditions climatiques très défavorables ?) le rendement énergétique de la culture du maïs aux Etats-Unis a régulièrement baissé de 1945 à 1970. Par ailleurs, il faut noter que les postes pour lesquels l'augmentation de la consommation d'énergie est la plus forte sont :

- les fertilisants chimiques (azote, phosphore, potasse) : multiplication par 14 environ de 1945 à 1970.
- l'électricité : multiplication par 10 environ de 1945 à 1970.
- les insecticides et les herbicides : on passe de 0 à 11 000 de 1945 à 1970.

A noter bien entendu, comme signalé précédemment, que le rendement quantitatif du maïs a régulièrement augmenté de 1945 à 1970.

Slesser (de l'Université de Strathclyde) a de son côté montré, en 1972, après avoir étudié 131 systèmes agricoles dans plusieurs pays, que le rendement en calories et protéines alimentaires était devenu dans nos pays directement fonction de la quantité d'énergie fossile utilisée. Autrement dit, toute augmentation de rendement était obligatoirement due à une plus grande utilisation de carburants, d'engrais, d'électricité, etc.

Ainsi l'énergie provenant des combustibles fossiles ne s'ajoute pas à celle qui était fournie par l'homme ou les ani-

maux. Mais elle se substitue à elle. Elle se substitue même, en partie, dans certains cas qui ne sont pas du tout exceptionnels, à l'énergie fournie par les éléments naturels : serres chauffées électriquement, irrigations à l'aide de pompes actionnées par des moteurs électriques (2) ou à explosion, etc. C'est ainsi que disparaissent (ou ont disparu) de nos campagnes, chevaux et ouvriers agricoles, qui n'étaient plus rentables en agriculture industrielle en raison de leur puissance de travail trop faible face aux machines.

La fabrication et la manutention des engrais provenant de l'industrie chimique mobilise elle aussi de très grandes quantités d'énergie fossile (voir tableau). Ces fertilisants chimiques n'ont généralement pas remplacé tous les fertilisants organiques dont certains, comme le fumier, sont encore assez largement utilisés, tout au moins en France. Par contre, ils se sont substitués presque totalement aux anciens engrais minéraux tels que les phosphates naturels, le maërl brut, qui demandaient une énergie plus limitée (extraction et éventuellement broyage).

Le séchage des fourrages par ventilation (qui permet d'ailleurs d'obtenir un fourrage de bonne qualité) est un autre exemple de remplacement d'une énergie naturelle (soleil et vent) par une autre artificielle (ventilateur mû électriquement).

L'utilisation massive de combustibles fossiles en agriculture a une conséquence d'un autre ordre très importante : la dépendance de l'agriculture vis-à-vis de l'industrie. C'est ainsi que la hausse générale des matières premières en 1973 a fait que le prix des phosphates marocains, qui n'avait guère bougé depuis 1955, est monté de 300 %. Le prix de l'azote (lié à celui du pétrole) a augmenté de 200 %. Pour la potasse, la progression a été seulement... de 70 % !

Les prix agricoles, eux, pour diverses raisons qu'il serait trop long d'aborder ici, n'ont pas suivi, ce qui a provoqué une diminution forcée de la consommation d'engrais chimiques. Cette diminution est certes souhaitable car certains agriculteurs en étaient venus à utiliser des quantités invraisemblables de ces engrais. Mais il faudrait qu'elle s'accompagne d'une amélioration intelligente des techniques culturelles, ce qui n'est apparemment pas le cas.

Par ailleurs, certaines des sociétés qui extraient, traitent chimiquement et commercialisent les engrais minéraux sont particulièrement puissantes et exercent de multiples façons une forte influence sur l'agriculture : édition de brochures « techniques » pour les agriculteurs, réalisation d'« analyses » de sol, diverses formes de publicité, etc. En France, par exemple, l'Entreprise Minière et Chimique regroupe dans les fabrications d'engrais binaires, toutes les anciennes filiales de potasse et d'azote. Elle fut créée en 1967 sur l'initiative de l'Etat par fusion entre les mines domaniales d'Alsace et l'ONIA (Office de l'azote). A noter que si la consommation d'engrais potassiques se maintient au rythme actuel, la France sera importatrice dans une dizaine d'années. Le bassin alsacien, quant à lui, sera épuisé en l'an 2 000.

Joseph Pousset

(1) R.S. Berry et M.F. Fels : « The production and consumption of automobiles ». Report to the Illinois Institute of environmental quality, Chicago, 1972.

(2) On pourra objecter que l'énergie électrique hydraulique n'est pas une énergie fossile. C'est en partie exact, mais en partie seulement. Car la construction et l'entretien des grandes barrages mobilise de grosses quantités d'énergie fossile. Par ailleurs, sur un autre plan, les grands barrages peuvent perturber gravement le milieu naturel (cas de l'usine marémotrice de la Rance, par exemple).

AUX USA : LA BOUTEILLE A ENCRE



Heureuse CGT pour qui les choses sont claires. Qui vient de déclarer : « la campagne antinucléaire qui se développe (...) coïncide avec des pressions américaines pour l'abandon du retraitement et des surgénérateurs »

Heureux « écologistes » militants (ou non...) qui n'hésitent pas à chanter victoire (à tout le moins partielle) chaque fois qu'outre Atlantique une centrale est arrêté ou qu'un technicien de l'atomic business prend le maquis...

L'autre semaine (G.O. N° 129, page 9), il était dans ce journal mis l'accent sur la démission d'un certain Ronald Fluegge, ingénieur de la sûreté à la NCR (Nuclear Regulatory Commission) S'il est exact que M. Fluegge ait donné comme raison de son geste la « légèreté » avec laquelle

l'administration à laquelle il émergeait faisait son boulot, il est par contre plutôt rapide d'en faire un « contestataire du nucléaire » Il a tenu, en effet, ces derniers jours, à mettre les points sur les i. « M. Ronald Fluegge, l'ingénieur spécialiste de la sûreté démissionnaire de la Nuclear Regulatory Commission (NCR) américaine, a annoncé qu'il ne participerait pas aux campagnes lancées dans divers Etats de l'Union pour soutenir les procédures référendaires qui doivent s'y dérouler pour diminuer, voire bloquer le recours des Etats-Unis à l'énergie nucléaire. » C'est ce que vient de faire savoir l'Atomic Industrial Forum américain, en soulignant que M. Fluegge lui a affirmé qu'il ne soutiendrait aucune proposition menant à un moratoire nucléaire. Cette prise de position est particulièrement

importante, dans la mesure où elle efface une bonne partie de l'impact de la démission de l'ingénieur de la NRC, et ce à quelques jours des référendums qui se sont tenus sur la question le 2 novembre : une assimilation une peu hâtive avait en effet été constatée entre l'opposition de principe à l'énergie nucléaire de certaines organisations de protection de la nature et les réserves faites par différents démissionnaires de sociétés ou organismes nucléaires, comme M. Fluegge.

Dans la note que produit l'Atomic Industrial Forum à propos de cette affaire, note traduite par L'Electricité de France (1), M. Fluegge souligne notamment : « hors de ma conférence de presse du 21 octobre, organisée par l'Union des scien-

nucléaire

tifiques concernés, j'ai exposé les raisons de ma démission de la Nuclear Regulatory Commission. Dans le même temps, cependant, j'ai également exprimé mon opposition à un moratoire sur l'énergie nucléaire. Je suis encore partisan d'un développement de l'industrie nucléaire et je suis persuadé que l'énergie nucléaire est au nombre des alternatives possibles qui peuvent nous aider à soulager nos problèmes énergétiques, si les problèmes de sûreté sont résolus de façon loyale » (2).

Résistant à la tentation de développer plus avant les perspectives ouvertes (celles qui sont désormais fermées on les connaît...) par une telle position, étant donné le côté « cinéma électoral » possible de la chose, je voudrais pourtant risquer une réflexion : n'aurions-nous abouti qu'à placer le problème justement là où « ils » espéraient (ou osaient à peine espérer) que nous les placerions ?

Est-ce beaucoup anticiper que d'imaginer un dialogue du type :

- La sécurité, mon cher député écologiste, mais comme vous avez raison. C'est là notre préoccupation N° 1. Nous y consacrons désormais 15% des budgets prévisionnels et 20% des budgets de fonctionnement.

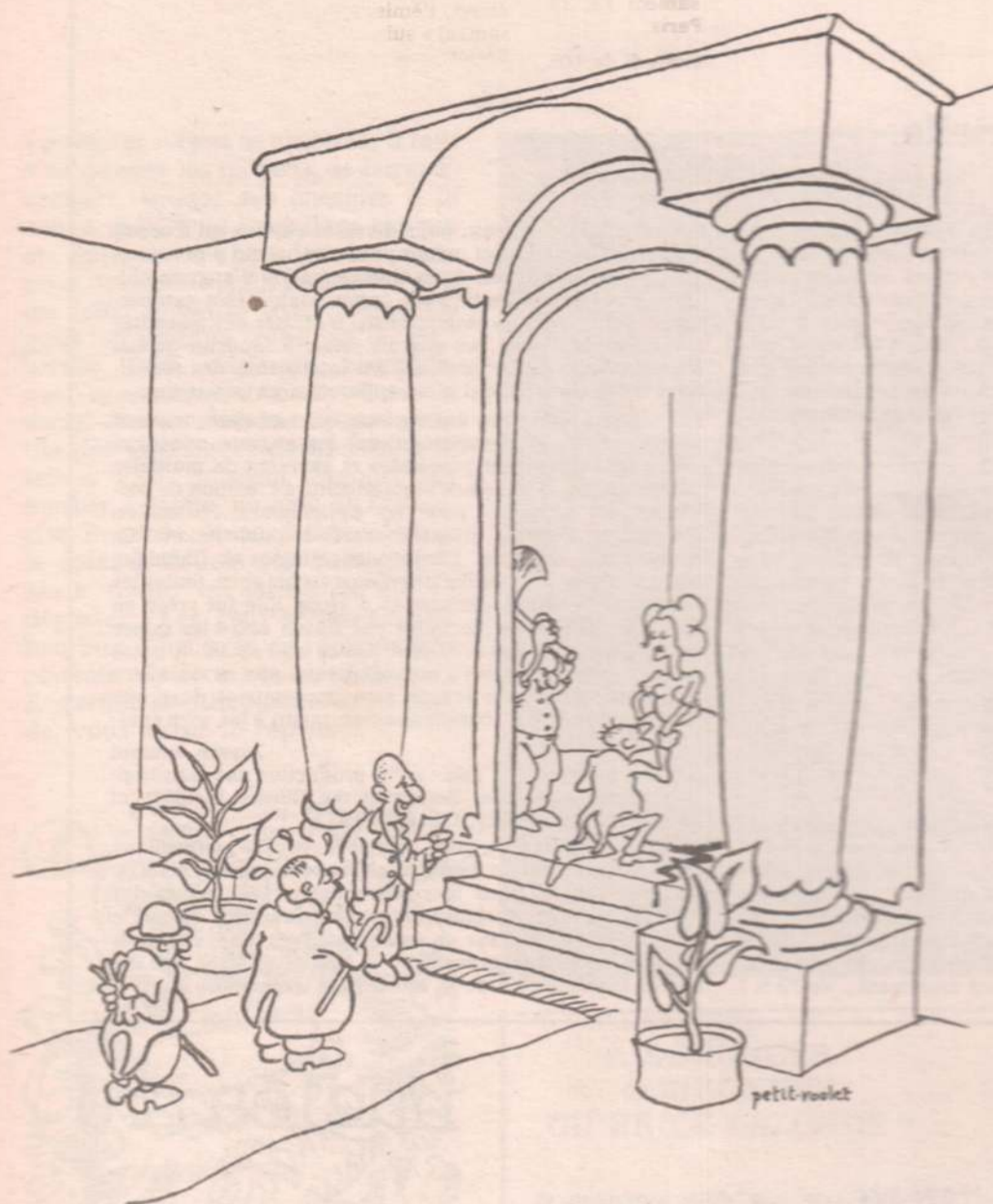
- Reconnaissez que sans nos mises en garde, cher monsieur...

« E.P. »

(1) Intéressant à tous égards, ça. E.P.

(2) Extrait de notes parues dans « Enerpresse ».

SUR LE TERRAIN



GUEBWILLER. (Haut-Rhin). Lundi 22 novembre à 20 h 30 au cinéma Florival, le clown atomique Jean Kergrist et sa centrale badaleuse donneront une représentation. Comité de Sauvegarde de Fessenheim et de la plaine du Rhin-Guebwiller. 13, rue Emile du Bary. 68500 Guebwiller.

CRESELY. (banlieue parisienne) A la MJC de la Mérentaise (6, rue Hodebourg) le vendredi 12 novembre à 21 h, la CFDT présente son film « **Condamnés à réussir** », suivi d'un débat avec un délégué du CEA de Saclay et un représentant de l'EDF.

MONTBELIARD. Conférence de Pierre Bressy, sur les dangers des rayonnements ionisants, le mercredi 17 novembre, à 20 h 30 C.I.P.E.S. à Exincourt.

HAG'INFO et la BROCHURE DE LA CFDT « L'USINE DE LA HAGUE » sont en dépôt aux Amis de la Terre, 117, avenue de Choisy, Paris 13^e.

VAL D'OISE. Mercredi 17 novembre, à partir de 20 h 30, au théâtre des Louvrais de Pontoise (près du lycée), projection du film de la CFDT du CEA : « **Condamnés à réussir** ». Cette séance sera suivie d'un débat qui s'annonce houleux, étant donné la grande fréquentation de ce théâtre. Avec la participation de Bernard Laponche, d'un travailleur de la Hague, du réalisateur François Jacquemin, de travailleurs de Saclay et des Amis de la Terre. Un appel de soutien aux travailleurs de La Hague sera lancé. Pour venir à Pontoise, trains directs ou semi-directs à partir des gares du Nord et St Lazare. Les Amis de la Terre, groupe du Val d'Oise. 8, rue Pierre Curie 95 300 Pontoise. Tél : 031 26 98.

PROPAGANDE NUCLEAIRE A L'ARMEE. Les propagandistes du CEA et de l'EDF en sont arrivés à rechercher des lieux où ils seront sûrs de ne plus être dérangés, et où ils pourront encore convaincre des gens pas très avertis. Après les écoles, ils s'introduisent maintenant dans les camps militaires.

Une réunion a été organisée par le CEA, le jeudi 14 octobre 1976, au camp militaire de la Valbonne, dans l'Ain. Ce camp se situe à 30 km de Malville et 8 km de la centrale du Bugey. Un camp extrêmement stratégique ! Cette réunion dont le thème était la pollution radioactive s'est déroulée en présence plus ou moins forcée des « cadres », mais aussi devant quelques appelés intéressés, qu'on avait bien voulu laisser entrer. L'exposé du délégué du CEA a longuement insisté, dispositives à l'appui, sur de nombreuses études et travaux expérimentaux réalisés sur la radioactivité et notamment sur ceux qui vont être réalisés à Malville (études de sédimentologie et courantométrie du Rhône).

Mais l'orateur, bien que questionné par des appelés, n'a émis aucune conclusion sur les effets des rayonnements et a fait une impasse, en ce qui concerne le phénomène de reconcentration de la radioactivité le long des « chaînes de transfert ».

Mais vu le contexte et l'assistance présente, le vrai débat n'a pu être engagé. Pourquoi une telle réunion dans un tel milieu ? Peut-être en prévision de trouver sur place un allié de premier choix en cas d'un éventuel « coup de force » ?

Peut-être aussi éprouvaient-ils le besoin de rassurer une catégorie de gens qui, bien que jouant avec ce genre de choses, risquent de s'apercevoir que Malville, ce n'est pas aussi loin que le Pacifique...

Cette information nous est envoyée par un lecteur, dont nous taïrons le nom, témoin au débat.

LES APPLICATIONS CIVILES DE L'ENERGIE NUCLEAIRE sont le thème d'une exposition qui se tient dans l'antenne du Palais de la découverte à l'aérogare d'Orly-Sud, jusqu'au 3 avril 77.

On va bientôt recevoir en prime avec un paquet de lessive un poster à la gloire de l'énergie nucléaire.

tutti frutti

NAUSSAC. Une journée Lozère morte a eu lieu le 6 novembre. Contre un projet de barrage dont le but réel et inavoué est le refroidissement des centrales du bord de Loire, la population est mobilisée, refusant qu'on stérilise 1 200 hectares de bonnes terres dans ce département déjà défavorisé. C'est par la force que LA SOMIVAL (Société de mise en valeur de l'Auvergne et du Limousin) compte imposer la construction du réservoir : elle envoie sur les terrains qui appartiennent toujours aux paysans des engins et des ouvriers, le tout escorté de huit cars de gardes mobiles...

La population décide d'occuper le terrain, en construisant des abris en planches, malgré les tentatives d'intimidation de l'armée. Organisations syndicales et partis de gauche soutiennent la population. Manifestations, meetings : c'est l'offensive contre le pouvoir répressif qui, rappelons-le, se met dans l'illégalité en occupant indûment le terrain. A Naussac, au Larzac, dans l'Aude, c'est un même combat qui est mené pour défendre les régions déshéritées et les petits exploitants. C'est pour leur survie que les paysans, les viticulteurs et toute l'Occitanie se battent. Comité de défense de Naussac. 5, rue Traversière des Mourgues, 43 000 Le Puy.

NICE. L'association « Le garage 103 » propose un lieu « La remise du garage 103 » susceptible d'abriter des expositions, des débats, des soirées, des rencontres diverses. Il est à la disposition de ceux qui le désirent durant un temps déterminé. Pour établir le calendrier d'occupation de ce lieu, « Le garage 103 » demande de lui faire parvenir toutes propositions avant la fin novembre. Ce lieu, comme la revue éditée par ce groupe, se veut « permettre l'investiture de toutes recherches et théories ». Parlez de cette proposition autour de vous et prenez contact : Garage 103, 18 rue Guy de Maupassant, Villa Diane, 06100 Nice.

« Le garage 103 » a aussi un projet de revue de contre-information culturelle, littéraire et artistique concernant le sud/est de la France. Celle-ci pour pallier le contrôle des critiques, galeries et autres spéculateurs sur les informations diffusées. Elle sera rédigée dans sa plus grande partie par ses correspondants et fera paraître toutes informations qui lui parviendront. Toute personne intéressée pour devenir correspondant, pour s'occuper de la revue et la diffuser, peut prendre contact, à l'adresse citée plus haut, avant le 15 décembre, la sortie du premier numéro étant prévue pour janvier 1977.

BAYONNE. Dans le cadre des rencontres écologiques de la côte basque, une conférence-débat : « le progrès contre le bonheur » aura lieu le lundi 15 novembre, à 20 h 30, au musée basque, avec Philippe d'Iribarne, économiste et sociologue, directeur du centre de recherches sur le bien-être, et ex-conseiller du président de la république.

LE HAVRE. A l'initiative du groupe non violent havrais était projeté le 18-10-75 puis le 18-11-75, le film de Claude Autant Lara : « Tu ne tueras point ».

Entre autres formes de propagande, de nombreux cartons sur lesquels étaient collées les affiches annonçant le film, avaient été attachés à des poteaux de la ville. En août 1976, le président du groupe est condamné à payer une forte amende : 750 F (10 F par panneaux retirés par la police elle-même). Il y a deux mois, il a fait appel. Il est maintenant convoqué par le tribunal et doit passer en jugement, le mercredi 17 novembre à 9 heures. Ils sont poursuivis pour avoir parlé de l'objection de conscience à 700 personnes.

Ils lancent un appel à tous ceux qui peuvent les soutenir : avant le jugement, envoyez lettres ou télégrammes à Monsieur le Juge, tribunal d'instance, 70 rue du Maréchal de Lattre de Tassigny, 76600 Le Havre.

Le jour du jugement, rendez-vous à 9 h, au tribunal d'instance. Pour tout soutien financier, contactez le MAN du Havre, 62 rue du général Sarrail 76600 Le Havre.

lutte anti-nucléaire

ALLEMAGNE. C'est à une opération de type quasiment militaire que viennent de se livrer, pour amorcer sa construction, les promoteurs de la centrale nucléaire ouest-allemande de Brokdorf (1 300 MWe - près de Hambourg - constructeur : KWU), en prenant de court les opposants au projet. Regroupés sous la bannière de l'Initiative des citoyens de l'Elbe inférieur pour la protection de l'environnement, les opposants avaient commis l'erreur d'annoncer à l'avance leur intention d'occuper le chantier.

Tirant la leçon des diverses occupations de sites qui ont déjà eu lieu en Europe, la Kernkraftwerk Brokdorf GmbH s'est lancée dans une opération monstre de dissuasion : dès réception du permis de construire accordé le 25 octobre au soir par le gouvernement du Land du Schleswig-Holstein, une colonne de quelque 150 engins de travaux transportant 400 ouvriers se mettait en route et, aux premières heures du jour, le 26, le chantier était en pleine activité devant les opposants ébahis. Dans la journée du 26, l'enceinte en barbelés du chantier était érigée...

(« Enerpresse », 28-10-76)

COLOMBES. Le film « Condamnés à réussir » passera le mardi 16 novembre, à 20 h 30 au cinéma « le Colombia », 1, rue de l'Orme, derrière la mairie de Colombes.

BRETAGNE. Selon l'Agence européenne d'information sur l'énergie (bulletin du 29 octobre dernier) EDF abandonnerait tout projet d'implantation de centrale nucléaire en « Bretagne du Nord ». « L'opposition des riverains, avec le renfort de l'opinion bretonne dans son ensemble, aura eu raison de ce projet (celui de la pointe du Raz, près de Brest), contesté par ailleurs par les défenseurs nationaux de la nature et de l'environnement. »

Il n'y aurait là rien de neuf par rapport à ce que révélait le document EDF de juillet dernier, dont j'avais fait état à l'époque, n'était que l'information est présentée comme émanant cette fois du gouvernement Barre. La même source confirme que la région Nantaise risque d'être dotée, au Pélerin, de deux paires de 1 300 MWe, à l'horizon 85.

ST CLOUD. Un comité Malville vient de se créer à St Cloud. Pour le moment il n'est formé que d'élèves et de membres du personnel de l'école normale supérieure, mais tous ceux qui veulent sont invités à s'y joindre. contact : Comité Malville de St Cloud, c/o David Olivier, chambre R 51, résidence de l'E.N.S. 2, avenue Pozzo di Borgo, 92 210 St Cloud.

GRIGNY. Le comité antinucléaire de L'Essonne a organisé une réunion, le 6 novembre, pour faire des projets d'actions locales et préparer la lutte contre la centrale de Nogent. Nous avons été prévenus trop tard de cette réunion, mais vous pouvez contacter le groupe à l'adresse suivante : C.I.N.E. 8, square Rodin, 91 300 Grigny 2.

Peine de mort

Samedi 6 novembre, une manifestation contre le peine de mort réunissait du Père Lachaise à la Bastille, de deux à trois mille personnes. Manifestation décevante dont on doute qu'elle ait une portée, une utilité autre que d'être, peut-être, le début d'un plus vaste mouvement : trajet on ne peut plus discret, absence de communications entre les divers groupes, slogans mous et imprécis... Quel dommage de n'avoir pas fait mieux sur un sujet aussi important. Nostalgia : la manif était annoncée plus que discrètement la semaine dernière dans « La Gueule ouverte » sous la rubrique « tutti frutti ». Comme c'est amusant, ma chère !

PARIS. Prochaine conférence de l'université verte de Nature et Progrès, le mardi 16 novembre à 19 h 30, sur les **additifs alimentaires**, par Antoine Roig, auteur du Dictionnaire des polluants alimentaires. Nature et Progrès, 45 rue de Lisbonne, 75008 Paris. Tél : 227.61.74.

COMMUNES AA. Certains disent qu'elles sont une organisation fasciste, d'autres qu'elles seraient le summum de la libération. Pour vous permettre de vous faire une idée personnelle, on vous donne, à vos risques et périls, le programme des prochaines conférences-débat des groupes AA.

Vendredi 12 novembre à **Strasbourg**, amphitheâtre rue Blaise Pascal, 20 h. Samedi 13 à **Nancy**, grand amphitheâtre 500, fac de lettres, 20 h 30. Lundi 15 à **Liège** (Belgique), salle 149, université, 20, place du 20 août, 20 h. Mercredi 17 à **Bruxelles**, lieu non encore fixé. Jeudi 18 à **Lille**, MJC Fives, rue Massenet, 20 h. Lundi 22 à **Paris** (France), 15, rue Lassus, 75019, métro Jourdain, 20 h.

Pour une critique constructive des AA, pour la création de collectifs de préparation pour ceux et celles qui veulent aller à AA, pour la création de collectifs s'inspirant d'AA quant à la libération sexuelle : centralisation-redistribution des adresses : Serge Valentin, La Plaine, 69440 Mornant.

ASTUDILLO. Ah, ces Espagnols ! Après le roi d'Espagne, voici de nouveau le roi des emmerdeurs, Pedro Astudillo. Il n'en finit pas, depuis le 5 mars 75, de se faire extraditer en Espagne. Ça fait deux fois que ses supporters tirent les sonnettes des journaux : chaque fois Pedro « risque d'être livré à l'Espagne ». Et chaque fois c'est vrai, en plus. Comme en ce moment. Cette fois-ci, tout est prêt : décret d'extradition signé, statut de réfugié politique définitivement refusé (depuis le 22 octobre). Y a plus qu'à signer la feuille de route pour Madrid.

Les journaux qui n'aiment pas emmerder leurs lecteurs, finissent quand même par se laisser faire et poussent une petite gueulante. Ça fait chaque fois hésiter les fascistes embusqués dans les ministères. Celui de la Justice, par exemple, où un certain Bureau d'Entraide Répressive Internationale (nous n'inventons rien) a juré la perte d'Astudillo. Qui est devenu, à force, le cobaye sur lequel on essaye le new-look des Relations Judiciaires (c'est le nom du bureau des Affaires Etrangères qui s'occupe des extraditions) : expédier les anars un peu remuants par colis-express par dessus les frontières.

Le plan Orsec-Rad (secret) du Cotentin prévoit seulement l'évacuation de la population au sud de Saint-Lô : on estime qu'au nord ce serait pas la peine....



Le **CRILAN** de Basse-Normandie organise un rassemblement le **Dimanche 14 Novembre à 13h30** devant la **mairie de Flamanville**. Dielette (où l'enquête d'utilité publique est ouverte sur la centrale de Flamanville)

LES PARTIS FACE A L'AGRICULTURE BIOLOGIQUE

« Si l'on veut vraiment préserver la santé des hommes et l'équilibre écologique, l'agriculture biologique, techniquement possible, est une solution. Reste à résoudre les problèmes de choix qui sont d'ordre politique. » Cette réflexion est extraite du dossier remis aux journalistes au XII^e congrès Nature et Progrès (1), qui vient de se tenir les 5, 6 et 7 novembre à Neuilly-sur-Seine. Pour avancer dans cette direction, cette célèbre association (voir G.O. n° 130, p. 14-15) avait invité les partis politiques à venir dire ce qu'ils pensent de l'agriculture biologique et de la qualité de la vie.

Deux partis seulement ont répondu à son appel : le Centre des démocrates sociaux, représenté par Philippe Saint-Marc, et le Parti socialiste, dont le porte-parole était Christiane Mora. Droite et gauche se sont répandus en bonnes paroles et en déclarations d'intentions : des deux côtés de l'échiquier électoral, on considère désormais l'agriculture biologique comme quelque chose de sérieux et de souhaitable. Le Dr Pezè, animateur de Nature et Progrès et du débat, a conclu, mi-sérieux, mi-moqueur : « Je suis rassuré. Que ça penche d'un côté ou de l'autre, on aura une bonne écologie. »

Mais des gens dans la salle n'ont pas manqué de rappeler quelques banalités de base. Primo, Saint-Marc fait partie d'une majorité responsable du programme nucléaire, de l'industrialisation de l'agriculture, des pollutions à la chaîne et de la destruction de la France. La pesante réalité des faits contredit chaque jour ses généreux discours. Secundo, Christiane Mora est dans une opposition qui s'imagine encore que si l'atome était de gauche le plutonium serait non polluant, et qui souhaite le maintien de la force de frappe.

Cela dit, sur les problèmes agricoles, le P.S. va nettement plus au fond des choses que le C.D.S. Christiane Mora a dénoncé la mainmise des firmes capitalistes agro-industrielles en amont et en aval de l'agriculture. Elle s'est élevée contre une production biologique qui serait réservée à des circuits de luxe : « peu à peu, l'ensemble de la production agricole doit devenir nutritive et saine ».

Il est tout à fait normal - et fort instructif - qu'une association comme Nature et Progrès entame un tel dialogue avec les partis politiques. Mais ce qui est regrettable, c'est ce que cette

opération sert d'alibi à l'absence de réflexion politique autonome au sein de Nature et Progrès. Les associations ne doivent plus laisser le monopole de la politique aux partis. Au cours de l'assemblée générale des adhérents de l'association, qui se tenait le dimanche matin, la discussion sur les orientations politiques de Nature et Progrès a été escamotée en fin de séance, au milieu du vote pour le renouvellement du conseil d'administration, alors que bon nombre de congressistes étaient déjà partis déjeuner. Un intervenant a dénoncé : même en agriculture biologique il y a parfois des patrons qui exploitent les ouvriers agricoles. Claude Monziès, vice-président de Nature et Progrès, lui a répondu que souvent aussi, « les ouvriers exploitent leur patron » au point que ce dernier fait faillite cependant qu'ils se font la malle avec « deux ou trois voitures » (authentique). Quand j'entends le mot capitalisme, je sors mon motoculteur.

Le président Roland Chevriot a révélé au cours du congrès que Nature et Progrès a eu des contacts très fructueux avec le Centre des démocrates sociaux. Fosset, ex-ministre C.D.S. de la qualité de la vie, aurait déclaré : « l'agriculture biologique, c'est mon

la nature. De 22 h à 24 h : l'amiante.

Le samedi de 10 h à 12 h : « A quoi servent les consommateurs ? » En direct, l'émission « Questions pour un samedi » suivie d'un débat avec Louis Bériot.

De 14 h 30 à 16 h 30 : « La consommation du logement et de l'espace » avec un film « Le droit à la ville », des urbanistes, architectes, promoteurs et le secrétariat d'Etat au logement interpellés par les consommateurs.

De 16 h 15 à 18 h : « assurance auto : résiliez votre contrat si... » De 18 h à 20 h : l'objet, le verbe, l'écrit et les consommateurs. A 21 h : les consommateurs d'énergies nucléaire et solaire. Films, débats avec des scientifiques, des représentants l'EDF et des associations de défense.

Pendant les ateliers généraux et en permanence, diverses activités auront lieu, des projections d'émission de télévision française et étrangères, des ateliers d'enfants, des spectacles. Vous pouvez aussi apporter et vous débarrasser sur place, de vos emballages plastiques, de vos médicaments inutiles, des publicités qui vous encombrer, des jouets cassés et dangereux, etc.

L'accès est libre.

CHATEAU-THIERRY. Campagne anti-Outspan. L'ASTI Aisne-Sud organise une projection-débat du film « la fin du dialogue », à la MJC de Château-Thierry (24 avenue de la République), le vendredi 13 novembre, à 21 h.

Association de solidarité avec les travailleurs immigrés Aisne-Sud, 8 rue du pré du château, 02310 Villiers St Denis.

LYON. Rencontres des travailleurs anarchistes et anti-autoritaires, le dimanche 21 novembre, à 10 h, au 13 rue Pierre Blanc (1^e arrondissement). On discutera sur les anarchistes dans les mouvements ouvriers et dans les syndicats, des mouvements anti-autoritaires face à la situation actuelle, leur problèmes et leurs développements.

CLERMONT FERRAND. Le groupe SIA présente le film de Bruno Muel « Avec le sang des autres » (histoire de la domination d'une usine sur une ville, Peugeot-Sochaux), le mardi 16 novembre, à 20 h 30, au cinéma « Etoile-Palace » de Montferrand.

SAINT ETIENNE. Le film « Tu ne tueras point » passera le lundi 15 novembre, à 21 h, et le mardi 16, à 17 h 30 et 21 h au « France » pour le Mouvement pour le Désarmement, la Paix et la Liberté.

AIX EN PROVENCE. Le film « Tu ne tueras point » passera le mercredi 17 novembre, à 21 h, au « Rex » pour le comité de lutte des objecteurs.

affaire ». Nature et Progrès lui a tout de go proposé des projets de décrets. Hélas, Fosset s'est égaré dans les valises du gouvernement Chirac, Ansquer (U.D.R.) l'a remplacé, et toute l'affaire est au point mort.

Il ne s'agit pas de nier l'utilité que peut avoir dans le court terme cette activité de groupe de pression. Mais, en pratique, ce type d'action tend dans le cas de Nature et Progrès à prendre le pas sur d'autres formes de lutte moins institutionnelles et plus subversives, à cause du refus d'une analyse politique autonome.

Il serait certes désastreux que l'agriculture biologique en vienne à être confondue avec le gauchisme ou le courant autogestionnaire (2), qu'elle s'identifie à un parti ou à une chapelle quels qu'ils soient. Mais il devient urgent qu'elle pose de front les problèmes de choix de société. Les refuser, c'est dérouler le tapis rouge pour une culture biologique à la portée des seuls privilégiés.

Laurent Samuel

(1) 45, rue de Lisbonne, 75008 Paris.

(2) Encore que cela soit sûrement un moindre mal par rapport au crypto-pétainisme de certains membres du conseil d'administration de Nature et Progrès.

Quand vous voudrez

Soleil, énergie solaire, chauffage solaire, serres photovoltaïques, bioconversions, décentralisation, réduction du temps de travail, vent, énergie éolienne, aérogénérateurs, moulins, artisanat, hydroponiques, agriculture biologique, vélos, piétons, jardins, animaux, vie biologique, réorientation des sciences, comités de quartier, de locataires, d'usagers, de consommateurs, maire élu par arrondissement, Amis de la Terre, autofinancement du travail, réorientation de la production, réduction de la consommation, recyclage des matières premières, disparition de la publicité, objets beaux, solides, durables, utiles, garantis, laveries collectives dans les immeubles, automobiles collectives, mais exclues des villes, vélos, bus, vélos, non-violence, ateliers collectifs de menuiserie, photo vidéo, poterie, tissage, électronique... temps de vivre, faire la cuisine... et l'amour, jardinage, horticulture, nourriture fraîche, écoles ouvertes, concret, créativité, médecine préventive, production décentralisée, autonomie, solidarité, naissance et mort à la maison, silence, parfums, eaux pures, respect de la différence, diversité, petites usines, petites villes, gouvernement fédéral, hors de Paris, démantèlement du nucléaire.

le seul réalisme c'est de vivre heureux ici et maintenant sans attendre des lendemains qui chantent - même si vous ne votez pas



technocratie, centralisation, eau du robinet, immonde-bruit, Seveso, marée noire, permanente, oxyde de carbone, travail à la chaîne, nucléaire, Hermin, destruction des haies, rectification du cours des rivières, Alimont, chimique, Tiberi, accident du bœuf, promoteurs, mètre carré entre 4 000 et 10 000 F, loyers à 1500 F, piétons écrasés, balcons exterminés, Concorde, Haine, force de frappe, exportation d'armes, Hermin, taux de croissance, Giscard, arbres qui meurent, Seine, égout, en bouteilles, plastique, jupes bétonnées, Pompidou, Once, mois d'ennui, un mois de villas, en la dissection des villes, hypermarchés, Ermin, insatis, faction, désir de fuite, dépressions, suicides, police, insécurité, Lecat, deux roues, lignes à haute tension, déchets radioactifs pour 20 siècles, nucléaire, Delouvrier, mer, empoisonnée, rivages couverts de déjection, spéculation immobilière, Merlin, inflation, zones industrielles, ZUP, ZAD, ZAC, POS, hexagonal, télévision aux ordres, Hersant, politiciens, partis, idéologie, CRS, Ponia, Hermin, Defoliant, 2, 4, 5-T, enrésinement, champs de mûris, monocultures, nourriture fade, frelatée, poisson au mercure, cancers, Hépatite virale, baignades, embouteillage, 2h par jour, En transport, somnifères, Stimulants, citoyens fâchés, ordinateur, pub, infox, consommation, chômage, travail, pillage du tiers monde.

Si vous voulez continuer, votez pour les réalistes de droite ou de gauche.

BRICE **RENE**
LALONDE **DUMONT**
 CANDIDATS ECOLOGIQUES
 présentés par les Amis de la Terre de Paris